

# REVUE DE PRESSE

10 juin 2024

**JOURNAUX** **PRESSE** **Radio** information  
télé  
*MÉDIAS* *Médias*  
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,  
la FCSSQ détient une licence autorisant une  
redistribution électronique restreinte de ce document.



**La Fédération**  
des centres de services  
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

**influence**



Réforme de l'enseignement du français

## LA GÉNÉRATION TIKTOK SE PRONONCE

Ils ont 15 et 16 ans, la fougue propre à leur âge, et même s'ils appartiennent à une génération abonnée à la culture anglo-saxonne, ils connaissent les créateurs québécois. Dans le contexte où Québec réforme le programme d'enseignement du français, nous avons réuni des élèves de l'école secondaire publique Joseph-François-Perrault, à Québec, pour connaître leurs attentes. Un dossier d'Hugo Pilon-Larose.

### Faut-il chasser les vieux classiques des écoles ?

En entrant dans l'école secondaire publique Joseph-François-Perrault à Québec, un mur est consacré aux anciens élèves devenus célèbres. Des photos de vedettes qui parlent davantage aux parents (Robert Lepage, Guylaine Tremblay), mais aussi des plus contemporains, comme le chanteur Claude Bégin. Ici, la culture québécoise s'affiche, et des jeunes n'hésitent pas à utiliser leur heure de dîner pour débattre avec La Presse de l'avenir du programme de français.

HUGO PILON-LAROSE

La Presse

**Qu'est-ce qui devrait changer dans votre cours de français en général ?**

**Emy Fortin, 16 ans :** J'aimerais lire plus de romans québécois, parce que Voltaire et tous ces livres-là, je trouve que ce n'est plus d'actualité. Ce sont des livres difficiles et ce n'est pas tout le monde à l'école qui aime beaucoup le français.

**Avec des livres plus actuels, c'est plus facile pour les élèves qui aiment moins la littérature de se sentir interpellés.**

**Louvia Labarthe, 15 ans :** Je ne suis pas d'accord. Les messages restent souvent les mêmes à travers les générations d'auteurs, et c'est ça qui est intéressant de découvrir en lisant les classiques.

**Amarylis Alvarez Tavarez, 16 ans :** Nous, au régulier, je trouve que ça serait le fun qu'on lise plus. Je trouve qu'on ne donne pas assez de place à la lecture [les élèves présents à la table ronde proviennent de groupes issus du programme régulier et du programme enrichi PEI].

**Avez-vous lu des romans ou avez-vous assisté à une production culturelle avec l'école qui vous ont particulièrement accroché à la culture québécoise ?**

**Raphaëlle Picard, 16 ans :** Oui ! *Hosanna ou la Shéhérazade des pauvres*, de Michel Tremblay, qui était présentée au Théâtre du Trident. Les pièces qu'on allait voir par le passé avec l'école m'accrochaient moins, mais celle-là m'a complètement [happée]. Ça m'a donné envie d'en apprendre plus sur l'auteur et j'ai lu par la suite certains de ses livres.

**Quand vous allez au théâtre avec la classe, ou que vous rencontrez un auteur québécois, est-ce que ce contact avec les artistes vous donne le goût d'en apprendre plus sur leurs œuvres ?**

**Raphaëlle Picard :** Je trouve que ça fait du bien de voir des gens qui sont nés ici, qui ont grandi ici et qui font ça. J'aimerais vraiment faire de l'art plus tard. C'est cool de voir ces gens-là et de me dire que ça pourrait être moi.

**Antonin Girard, 16 ans :** Je trouve ça triste que la majorité des Québécois ne consomment pas la culture qui se crée autour d'eux.

**C'est dévastateur. [Autour de moi], certains ne connaissent pas Félix Leclerc.**

**Emy Fortin :** Certains n'ont aucune référence à la culture québécoise. C'est que de l'américain. Ça fait un peu triste au cœur.

**Le gouvernement veut que le cours de français serve encore plus de lien de passage vers la culture québécoise et qu'on l'utilise davantage afin d'enseigner des choses plus techniques ou difficiles, comme la grammaire. Qu'en pensez-vous ?**

**Joseph Landry, 15 ans :** C'est sûr que d'assimiler les règles, ça va nous aider dans le futur. La grammaire, on l'écrit, mais ça nous aide à mieux parler.

**Auguste Uhde, 16 ans :** La grammaire, c'est un outil pour ensuite faire de l'art, comme pour écrire. Mais en ce moment, ce qui se passe, c'est que les gens n'ont plus envie de lire ou d'écrire. Ils ne voient donc pas l'intérêt de la grammaire parce qu'ils ne se voient pas s'en servir.

**Dans les cours de français, c'est important de nous montrer à quel point l'art, c'est beau. Ensuite, on comprendra l'importance de s'outiller pour mieux écrire.**

**Tizé Daniel Semi Bi, 16 ans :** La grammaire, c'est important dans la mesure où le français est une très belle langue et que si tu n'as pas les outils, tu ne pourras pas t'exprimer. Si tu donnes une conférence, tu ne pourras pas t'exprimer dans une langue plus populaire. Tu es obligé d'avoir un langage soutenu.

**Amarylis Alvarez Tavarez :** C'est très important d'avoir une bonne langue, mais je remarque malheureusement que des jeunes, de nos jours, parlent de façon très vulgaire. Oui, le français québécois, c'est bien, mais c'est aussi bien d'avoir une langue qui est propre et bien exprimée.

**Antonin Girard :** Une bonne orthographe, une bonne diction, un beau langage, ça nous permet d'accéder aux sphères intellectuelles de la société, mais quand tu y penses, ce sont des outils de domination. Si tu ne les

maîtrises pas, tu restes dans la classe ouvrière. Une société qui aurait une langue plus universelle serait une société plus égalitaire.

**Emy Fortin :** Moi, j'adore lire, mais j'haïs la grammaire ! [Le groupe rit de bon cœur] Je sais que c'est important, mais ce n'est pas quelque chose avec lequel j'ai de la facilité. Comme le dit Antonin, la grammaire, c'est inégal pour tous. J'aimerais bien pouvoir écrire même si je n'ai pas une bonne grammaire et qu'on regarde ce que je fais dans son ensemble, plutôt que de pointer qu'il manque un « e » à la fin d'un mot.

**Pour rendre les exercices en classe plus pratiques et concrets en cette ère du tout-numérique, aimeriez-vous que les profs utilisent davantage d'outils technologiques ?**

**Louvia Labarthe :** Je trouve qu'il y a quelque chose de beau à écrire encore sur un papier. C'est plus facile d'écrire à la main qu'à l'ordinateur. C'est comme si les idées viennent plus facilement et c'est plus éloquent.

**Emy Fortin :** On utilise parfois un iPad avec le dictionnaire en ligne Usito. Avec ça, tu as toutes les conjugaisons et tous les mots. Je trouve ça plus pratique qu'un dictionnaire où c'est long de chercher quelque chose.

**Quelle place occupe l'oral dans vos cours ?**

**Emy Fortin :** Dans notre classe, on fait beaucoup de tables rondes. C'est moins traditionnel que l'exposé, où la personne va en avant et que sa feuille tremble. On parle en groupe du livre qu'on a lu et ça fait parler aussi les plus gênés dans la classe. Ça enlève du stress.

**Joseph Landry :** Ça nous permet aussi de partager notre compréhension du livre et de comparer nos opinions. Quand on a lu *Le dernier jour d'un condamné* [de Victor Hugo], on avait fait du « speed dating » littéraire où on discutait avec une personne pendant deux minutes d'un aspect du livre, puis on changeait de place.

**Les propos ont été abrégés et condensés à des fins de concision.**



## ÉDUCATION

# Apprendre à l'extérieur des murs

HUGO PILON-LAROSE

La Presse

**Concernant le choix des livres que vous lisez en classe, certains ont déjà avancé l'idée qu'il faudrait une liste de lectures obligatoires à l'échelle du Québec. Qu'en pensez-vous ?**

**Joseph Landry :** Non, parce que ce n'est pas tout le monde qui a le même intérêt pour la littérature. Il y a des gens qui ont lu dans leur vie entière 3 livres, alors que d'autres en ont lu 400. On pourrait peut-être faire une sélection de titres par thèmes, par exemple sur l'amour, où les élèves auraient le choix entre un livre qui fait 75 pages et un gros roman qui en fait 400, en fonction de leur facilité à lire et de leurs intérêts.

**Auguste Uhde :** Que tout le monde lise le même livre dans la classe, c'est une bonne idée, mais je trouve que les grands classiques peuvent enlever le goût de lire pour ceux pour qui c'est difficile. Alors des livres plus contemporains, que tout le monde pourrait aimer, j'aimerais ça.

**Concernant les grands classiques, aimeriez-vous que les profs vous les enseignent et vous fassent lire des extraits ?**

**Emy Fortin :** Oui, exactement. On aime presque tous ici la littérature et je pense que si on lit des livres plus faciles en classe, ceux qui vont vouloir lire des grands classiques plus difficiles pourront le faire à l'extérieur de l'école.

**Raphaëlle Picard :** Je ne suis pas d'accord. Dans mon temps libre, les livres que je lis sont rarement des vieux classiques comme *Candide* de Voltaire.

**Je n'aurais jamais lu ça sur mon propre temps et je pense que c'est super important de lire les classiques en classe parce que c'est comme ça qu'on apprend d'où l'humain vient et comment il s'exprimait avant.**

**Alice Turgeon, 16 ans :** Je suis d'accord avec Raphaëlle, mais l'idée de lire des extraits est quand même bonne. Ça pourrait semer quelque chose dans la tête des élèves et les intéresser à les lire par eux-mêmes.

**Louvia Labarthe :** En enseignant ces livres, ça nous fait aussi une leçon d'histoire et ça nous donne de nouvelles références.

**Pendant que des fonctionnaires au ministère de l'Éducation, des profs, des conseillers pédagogiques, des universitaires et le ministre Bernard Drainville réfléchissent au contenu du prochain programme de français, qu'auriez-vous à leur dire ?**

**Tizé Daniel Semi Bi :** Il faut faire plus de sorties scolaires.

**Ça intéresse tout le monde et c'est une manière beaucoup plus facile pour apprendre certaines choses, faire des liens avec la culture.**

Ça permet de retracer d'où l'on vient pour savoir où l'on va.

**Auguste Uhde :** J'ai le goût de parler de cinéma. Je ne sais pas en quoi ça améliorerait le cours de français, mais c'est vraiment le fun, écouter des films québécois. Ça peut donner envie d'aller voir plus loin dans l'art et la culture. C'est super accessible.

**Joseph Landry :** Varier les formes d'art et les sorties culturelles.

**C'est stimulant quand on sort, ce n'est pas comme d'habitude.**

Sinon, j'aime personnellement beaucoup écrire. J'aimerais plus d'ateliers d'écriture. Ça n'a pas besoin d'être long ni d'être évalué.

**Antonin Girard :** Je trouve qu'il y a un certain système hiérarchique à l'école entre les élèves du PEI et ceux du régulier par rapport aux sorties culturelles. Ce n'est pas normal que les personnes du programme régulier en aient moins. Ce n'est tellement pas normal que les personnes qui prennent la décision de prendre un programme moins lourd prennent aussi la décision, sans le vouloir, d'avoir moins accès à la culture.

**Amarylis Alvarez Tavares** : J'aimerais si on pouvait profiter des sorties au théâtre au régulier, tout comme rencontrer certains auteurs des livres qu'on a lus. C'est intéressant pour les élèves du PEI, mais ce l'est pour nous aussi. On sent vraiment une hiérarchie. C'est très plate.

**Raphaëlle Picard** : J'aimerais faire plus de sorties culturelles. C'est vraiment ça qui m'anime et c'est ce que j'aime le plus.

**Emy Fortin** : Et lire plus de livres québécois. Pour nous ouvrir au monde dans lequel on vit.

**Les propos ont été abrégés et condensés à des fins de concision.**



Réforme de l'enseignement du français

## Les orientations de Bernard Drainville

En annonçant il y a un an qu'il comptait dépoussiérer le programme de français enseigné dans les écoles primaires et secondaires du Québec, Bernard Drainville s'est donné l'objectif d'améliorer le taux de réussite et d'accrocher les élèves à la culture québécoise. Il dévoile à La Presse sept premières orientations qui ouvrent la porte à de grands débats, comme l'utilisation de l'orthographe rectifiée ou le choix du type de calligraphie enseignée.

HUGO PILON-LAROSE

La Presse

### Oignon ou ognon ?

Depuis juin 2023, le ministère de l'Éducation est engagé dans un vaste chantier afin de présenter, dès l'été 2025, une version provisoire du nouveau programme de français. Celui-ci doit être mis à l'essai pour l'année scolaire 2025-2026 dans des écoles ciblées, puis implanté dans tout le réseau dès la rentrée suivante.

À la demande de *La Presse*, le cabinet de M. Drainville a dévoilé sept premières orientations qui guident la réforme. L'une d'elle est de demander à des experts de réfléchir à la question de l'orthographe rectifiée (oignon ou ognon, embûche ou embuche, etc.) et de se prononcer sur son enseignement. À ce jour, explique l'Office québécois de la langue française (OQLF), les profs qui enseignent l'orthographe rectifiée le font de leur propre initiative et Québec tient compte des rectifications pour ne pas pénaliser les élèves qui l'utilisent.

Le ministère de l'Éducation compte aussi mettre à jour les mots de vocabulaire que les élèves apprennent au primaire et songe à rendre cette liste orthographique obligatoire. De plus, alors que deux types de calligraphie sont actuellement enseignés à l'école, et que des études suggèrent qu'il faudrait en prioriser une, Québec se demande quoi faire. Doit-on cesser d'enseigner les lettres attachées ? « On a demandé aux experts de se pencher sur la question », indique-t-on.

Parmi les autres orientations que le gouvernement veut étudier dans l'élaboration du nouveau programme, il est déjà assuré que l'accès à la culture québécoise sera bonifié. Le Ministère entend aussi donner une place plus importante à la communication orale et introduire dès la fin du primaire des concepts qui ne sont à ce jour enseignés qu'au secondaire.

« Les enseignants de français ont besoin de temps, d'accompagnement et de ressources pour implanter le nouveau programme dans les classes. Sans ça, on n'est pas certain que le programme soit un succès », prévient le président de l'Association québécoise des professeur.e.s de français, Julien Taschereau.

### Un « pacte » pour le français

Au cours des derniers mois, 7500 personnes (enseignants, conseillers pédagogiques, orthopédagogues et directeurs d'école) ont répondu à un questionnaire en ligne sur la réforme du programme de français, au même moment où 41 groupes de discussion ont été organisés par le ministre et ses équipes.

Martin Lépine, professeur de didactique du français à la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke, est l'un des experts qui ont rencontré Bernard Drainville. Il a proposé au ministre de sceller un nouveau « **p.a.c.t.e.** » entre l'école, les familles et les élèves pour que le français s'apprenne dans le « plaisir », que les enfants aient facilement « accès » aux livres et aux œuvres, qu'ils disposent d'une diversité de « choix » et de « temps » consacré quotidiennement à la lecture et à l'écriture, et que cela se fasse dans des « espaces » propices et agréables.

« Si l'école ne donne pas le goût de lire, d'écrire et de communiquer, c'est comme si on rabattait les élèves le soir vers des séries en anglais parce que l'école, pendant la journée, ne leur a pas donné le goût de leur propre langue », dit-il.

Érick Falardeau, directeur du département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage de l'Université Laval et

professeur titulaire en didactique du français, croit aussi que l'école doit travailler sur le plaisir d'apprendre.

Comment le susciter ? En travaillant sur le besoin essentiel de se sentir bon, même en apprenant ; en développant l'autonomie, ce qui inclut d'offrir des choix d'œuvres variés ; et en discutant en classe de ce qu'un livre fait vivre comme émotions plutôt que d'évaluer les élèves avec les traditionnels tests de lecture.

### **Ouvrir la porte aux artistes**

Pour Olivier Dezutter, professeur titulaire du département de pédagogie de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke, il faut aussi renforcer les initiatives pour amener des créateurs dans les écoles et inscrire ces rencontres dans le programme.

« L'élève doit être en contact avec la culture et les acteurs culturels. Les auteurs, les éditeurs, les journalistes, les gens qui travaillent avec la langue. On vient de faire une recherche sur les impacts des activités culturelles en collaboration avec des artistes et l'effet est [bénéfique] pour tous les élèves, même les plus faibles », affirme-t-il.

La professeure Elaine Turgeon, du département de didactique de l'UQAM, qui a notamment dirigé le collectif *Rencontres : quand les créatrices et les créateurs de livres entrent à l'école*, le confirme : « Quand on invite un créateur à l'école, on donne un modèle aux enfants. »

« Je suis née dans les années 1970. Les livres étaient écrits soit par des personnes mortes ou des auteurs qui vivaient en Europe. Quand les enfants ont la chance de rencontrer des personnes en chair et en os, qui témoignent de leur plaisir de lire et d'écrire, l'école crée la chance que ça se développe chez les enfants », dit-elle.

### **QUEL TAUX DE RÉUSSITE DOIT-ON VISER ?**

En annonçant la mise en chantier de la réforme du programme de français, Bernard Drainville a indiqué qu'il souhaitait revenir à un taux de réussite global de près de 80 % à l'épreuve ministérielle d'écriture de cinquième secondaire (épreuve unique de français). En 2023, ce taux était de 74,8 % pour les écoles publiques et privées combinées, mais l'écart entre les deux réseaux était grand.

Par ailleurs, en décortiquant les résultats détaillés à cet examen ministériel, on constate qu'un élève sur deux dans les écoles publiques a échoué en 2023 dans la catégorie du respect de l'orthographe et de la grammaire (taux de réussite de 50,9 %, comparativement à 70,8 % pour les élèves du privé). Selon l'Association des conseillères et des conseillers pédagogiques du Québec, ces résultats sont malheureusement stables depuis plusieurs années. Le Ministère a entrepris d'évaluer les erreurs les plus fréquemment commises par les élèves afin de fournir ces données aux enseignants.

### **SEPT POINTS DE LA RÉFORME DRAINVILLE**

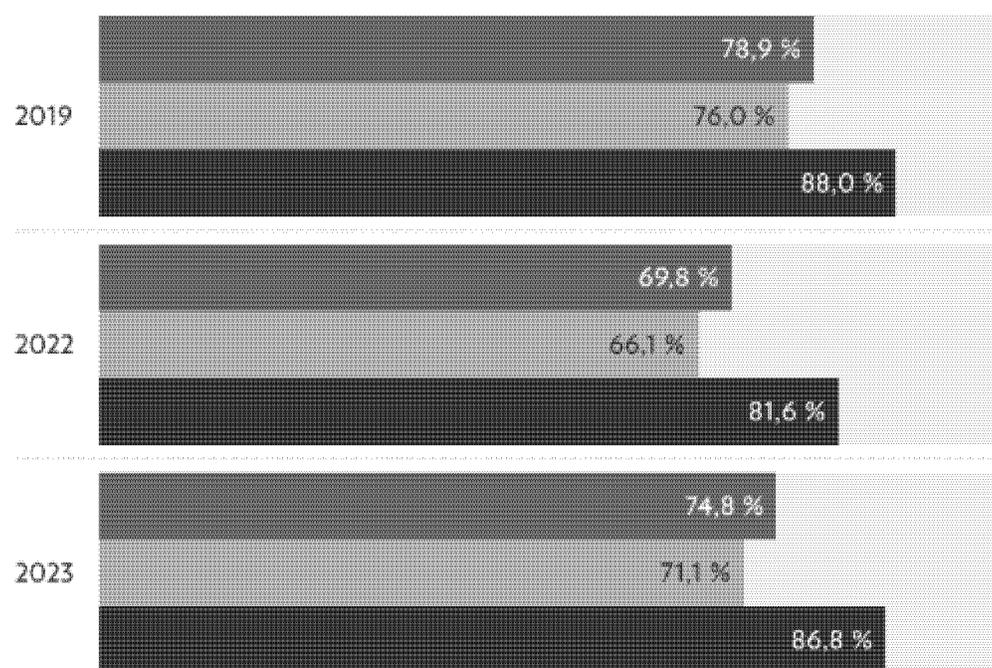
1. En plus de la littérature québécoise, puiser dans la culture d'ici avec la chanson, le théâtre, le cinéma ou les séries télé pour enseigner les notions de français ;
2. Revoir l'ordre des priorités dans l'enseignement de la grammaire pour chaque niveau scolaire afin d'améliorer la réussite. Exemple : mieux répartir l'enseignement des temps de verbe pour s'assurer que les élèves les maîtrisent bien ;
3. Demander à des experts de se prononcer sur le type de calligraphie que l'on devrait enseigner à l'école ;
4. Accorder une place plus importante à la communication orale à tous les niveaux scolaires ;
5. Introduire dès les dernières années du primaire des concepts qui ne sont pour l'instant abordés qu'au secondaire ;
6. Mettre à jour la liste des mots de vocabulaire qui sont enseignés aux enfants du primaire afin qu'ils reflètent la réalité d'aujourd'hui, et évaluer la possibilité de la rendre obligatoire ;
7. Demander à des experts de se prononcer sur l'enseignement de l'orthographe rectifiée, puis en tenir compte dans l'élaboration du nouveau programme.

### **APPEL À TOUS**

Que devrait être la priorité du ministre de l'Éducation dans sa réforme du programme de français enseigné aux élèves du primaire et du secondaire ?

## Taux de réussite à l'épreuve unique de français de cinquième secondaire

■ Public et privé ■ Public seulement ■ Privé seulement



Source : ministère de l'Éducation

LA  
PRESSE

# LEDEVOIR

## Mieux enseigner le français et être plus exigeant

NORMAND BAILLARGEON

BAILLARGEON



Certaines nouvelles sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture sont souvent désolantes, c'est le moins qu'on puisse dire. D'autant plus désolantes que savoir lire et écrire joue un rôle important et même crucial dans la compréhension des textes, dans le fait de lire beaucoup et d'y prendre du plaisir, dans la capacité à apprendre sa vie durant et à communiquer... et on devine l'importance de tout cela pour l'exercice de la citoyenneté.

Voici, parmi bien d'autres, quelques exemples récents de ces tristes nouvelles.

### De quoi s'attrister

Cette année, plus du quart des élèves (26,8 %) de 4<sup>e</sup> année ont échoué à l'épreuve ministérielle de lecture, une sévère chute par rapport à 2018, alors que 17,7 % échouaient. La COVID explique sans doute une part de ce désastre, mais juste une part : en 2022, seulement 13,7 % des élèves échouaient. En écriture, les résultats sont assez stables.

Comme c'est souvent le cas, le taux d'échec (52 % en 2023) à l'examen de français écrit de 5<sup>e</sup> secondaire inquiète, d'autant que les élèves pouvaient consulter un dictionnaire, une grammaire et un recueil de conjugaison. Et à l'université, le Test de certification en français écrit pour l'enseignement, le TECFEE, connaît à sa première passation d'importants taux d'échec. Notez qu'on parle ici de futurs enseignants — et qui plus est, de gens ayant quelque 14 années de scolarité, voire plus.

Quant à l'analphabétisme fonctionnel au Québec, on trouvera sur cette question de légitimes débats portant

sur sa signification et sur son ampleur. Mais, quoi qu'il en soit, il y a des raisons de ne pas se réjouir.

Une possible solution est de temps en temps avancée et elle vient encore de l'être, cette fois par le groupe de recherche EROFA : il faudrait réformer l'orthographe.

Comme bien d'autres avant moi, j'ai toujours eu de grands malaises devant cette proposition, et des objections à lui faire. Elles ont été soulevées à chaque fois qu'une telle réforme a été proposée. Mais j'ai surtout, et cette fois encore avec d'autres, des propositions à faire pour améliorer l'apprentissage de l'écriture et de la lecture.

### Des objections

J'en aurais pour longtemps, mais allons vite à quelques points essentiels.

Je pense d'abord que bien des fautes d'orthographe commises — comme ne pas mettre un « s » au pluriel — sont bien plus élémentaires que celles qu'on prétend corriger et qu'on gagnerait à travailler à apprendre à corriger celles-ci.

Je me demande comment justifier certaines nouvelles graphies plus proches de l'oral quand l'oral change tellement d'un endroit à un autre. Il faudra, pour trancher, imposer des normes. Mais on en a déjà !

Je pense qu'invoquer des transformations passées de l'orthographe, certes bien réelles, n'est guère convaincant dans ce monde de communications internationales et instantanées entre francophones, et pour lesquelles les normes établies sont plus que jamais nécessaires.

Et comment vont cohabiter ces nouvelles normes avec les anciennes ? Je me demande, inquiet, si on devra rééditer les classiques. Que feront, par exemple, nos réformés devant les livres de Dumas ? Il leur faudra Les trois mousquetaires, peut-être ?

Je pense enfin qu'on est ici, encore une fois, dans une dangereuse tendance au nivellement par le bas, accentuée par un contexte où le ressenti (« C'est difficile ! J'aime pas ça ! ») a préséance sur l'effort et le travail nécessaires à tout apprentissage. « Je souffre donc je suis » prend alors la place du « je m'efforce de penser, donc je suis ».

Je pourrais continuer longtemps. Mais en fin de compte, avec Patrick Moreau parlant de ce même sujet, je pense « qu'en proposant régulièrement des réformes orthographiques qui sont souvent pleines de propositions intéressantes et stimulantes d'un point de vue intellectuel, les réformateurs passent à côté du problème réel, qui est plutôt à chercher dans la façon dont l'orthographe est enseignée ».

Que faire, alors ?

### **Des propositions**

Certes, dans l'apprentissage de la langue écrite et lue, il y a des facteurs sur lesquels l'enseignante n'a hélas pas ou très peu de prise : la composition des classes, la présence d'élèves en difficulté ou d'une plus ou moins grande diversité linguistique ou culturelle. Mais elle a certains cruciaux leviers à faire jouer.

Se montrer exigeant en est un premier, et très important. Ne baissons pas les standards : élevons les élèves jusqu'à eux. Des plaisirs insoupçonnés les attendent.

Ensuite, et cela aussi est incontournable, on devrait apprendre à lire selon les méthodes éprouvées (syllabiques) et les appliquer partout et systématiquement.

Enfin, sachant que savoir lire et pouvoir décoder ne suffisent pas pour lire, comprendre et y prendre plaisir — car il faut aussi, pour cela, maîtriser une très grande part du vocabulaire sur les sujets sur lesquels on lit —, l'école devrait transmettre, progressivement et de manière ordonnée, dans un curriculum soigneusement pensé et décliné, cet indispensable vocabulaire. Et cela, dans tous les domaines dans lesquels on enseigne. Et on devrait donc se montrer exigeant sur le français écrit et parlé dans toutes les matières.

En déployant tout cela, l'école peut pleinement jouer son rôle et contribuer, comme elle doit le faire, à préparer les élèves à lire beaucoup, à y prendre du plaisir, à développer la capacité à apprendre leur vie durant et à dialoguer clairement, oralement et par écrit, avec autrui. Leurs concitoyens.

**Docteur en philosophie, docteur en éducation et chroniqueur, Normand Baillargeon a écrit, dirigé ou traduit et édité plus de soixante-dix ouvrages.**

# LE DEVOIR

## Des instituts privés bouleversés par l'arrivée de Francisation Québec

De nouvelles règles sur les contrats provoquent des remous dans le monde de l'enseignement en entreprise

JEAN-LOUIS BORDELEAU

### LE DEVOIR

Les instituts privés qui francisent les immigrants en entreprise doivent se conformer depuis le 1er juin à la Loi sur les contrats des organismes publics. Ainsi forcés de passer par des appels d'offres pour continuer leur oeuvre, certains craignent de devoir fermer leurs portes.

Sylvie Lévesque enseigne le français aux nouveaux arrivants depuis 2011 pour des entreprises québécoises. Plus d'une centaine d'élèves se familiarisent avec les rudiments de la langue d'ici grâce à elle et à son équipe.

Or, depuis l'arrivée de Francisation Québec l'an dernier, elleangoisse. « [Les entreprises avec lesquelles je fais affaire] me disent : "On peut plus signer avec toi. On va perdre nos subventions." [...] De mon côté, je risque de perdre mon gagne-pain, pendant que [le gouvernement] n'est pas capable d'offrir les services aux entreprises qui ont besoin de franciser leurs employés. »

### La gestion

C'est que depuis le début du mois de juin de cette année, soit un an exactement après le lancement de Francisation Québec, une quarantaine de partenaires privés doivent désormais composer avec de nouvelles règles. Alors qu'ils traitaient jadis avec Service Québec pour obtenir une aide gouvernementale à la francisation, ils doivent maintenant se tourner vers Francisation Québec pour la gestion des contrats.

Toutes les ententes de plus de 120 000 \$ par année entre le gouvernement et ces « partenaires privés » doivent donc passer par un appel d'offres. Les subventions de gré à gré ne concernent plus que les sommes inférieures à ce seuil établi par la loi, ou bien les formations de moins de 80 heures.

Sylvie Lévesque n'y voit que « des miettes » qui poussent son institut, nommé Sur le bout de la langue, vers la fermeture. « J'envisage sérieusement [de fermer

mes portes] et je suis en processus pour ouvrir mon entreprise dans un autre pays, assure-t-elle au Devoir. Le Québec manque de main-d'oeuvre et de gens professionnels, mais à aucun moment je ne me suis sentie appuyée, aidée dans ma mission de franciser, d'aider nos nouveaux arrivants. »

### Québec répond

La croissance fulgurante de l'immigration au Québec a forcé cette mise à jour des règlements, répond-on du côté de Francisation Québec. Les demandes frôlent les 100 000 dossiers individuels uniquement pour la dernière année. Près d'un millier d'entreprises ont également été soutenues.

Francisation Québec ne souhaite pas perdre de partenaires privés, mais doit composer avec une pression qui n'existait pas il y a encore quelques années, répond-on par voie écrite.

Ainsi, l'organisme public communique « avec les partenaires privés identifiés par les entreprises qui souhaitent mettre en place des services d'apprentissage du français en milieu de travail dans leur demande de services [...] afin de conclure un contrat de gré à gré, et ce, dans le respect des dispositions de la Loi sur les contrats des organismes publics », indique le service des communications du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. « Francisation Québec continuera de faire affaire avec les partenaires privés de francisation en milieu de travail qui ont fourni des services dans le cadre des ententes financées [par Québec] [...]. »

Il n'y a pas que des enseignants privés qui se disent bousculés par l'arrivée de Francisation Québec. « Plusieurs prestataires perçoivent les ententes comme ayant été imposées », relevait le 29 mai dernier le commissaire à la langue française lors du dépôt de son

rapport annuel. « C'est nouin tamment le cas dans le réseau scolaire, où les ententes ont été généralement signées par les premiers responsables de l'organisation sans que les acteurs opérationnels en aient pris connaissance. »

Sylvie Lévesque pense que plusieurs de ses élèves, découragés par une incapacité d'apprendre le français,

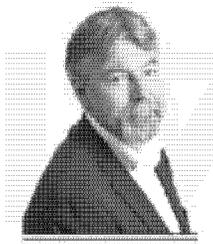
se dirigeront vers d'autres provinces canadiennes pour y refaire leur vie.

**SYLVIE LÉVESQUE** Ce reportage bénéficie du soutien de l'Initiative de journalisme local, financée par le gouvernement du Canada.

# LEDEVOIR

## Bulletin du gouvernement

Pour la fin de session parlementaire, notre chroniqueur politique note les ministres du cabinet Legault



MICHEL  
DAVID

Avec son programme de formation de courte durée, le financement des RPA menacés de fermeture et les nouveaux projets d'hospitalisation à domicile, Sonia Bélanger (Aînés) semble déterminée à prendre le virage des soins à domicile attendu depuis des décennies. A

Simon Jolin-Barrette (Justice) a fait atterrir la réforme du droit de la famille, qui a notamment institué une nouvelle « union parentale ». La déconfiture de la CAQ semble l'avoir rendu un peu moins arrogant dans son rôle de leader parlementaire. A

Ian Lafrenière (Affaires autochtones) ne réussira jamais à satisfaire le grand chef Ghislain Picard, qui a vu « un grand pas en arrière » dans la loi 96 sur la langue, mais l'entente avec les Innus de Pessamit n'en constitue pas moins un pas en avant. B

Christian Dubé fait preuve d'une grande détermination, mais le succès de sa « refondation » du système de santé demeure pour le moins incertain. La nouvelle agence Santé Québec suscite plus de scepticisme que d'espoir. Il a dû créer une équipe volante en catastrophe pour pallier la pénurie provoquée par l'élimination du recours aux agences de placement privées. Une épreuve de force déterminante à venir avec les médecins. B

La présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, n'a pas encore réussi à conclure une entente avec la FIQ, mais le décloisonnement des professions médicales constitue un apport appréciable à la réforme du réseau de la santé. B

Malgré l'opposition des syndicats, Jean Boulet (Travail) a réussi à faire adopter sans grand heurt son projet de loi qui assurera une plus grande mobilité dans l'industrie de la construction. B

Le projet de loi d'Isabelle Charest (Sport) visant à protéger les jeunes athlètes contre toutes les formes d'abus s'imposait. B

Andrée Laforest (Affaires municipales) a été bien avisée d'amender son projet de loi sur la protection des élus, dont la première version ouvrait la porte à de sérieuses entraves à la libre expression des citoyens. Le premier ministre n'a pas facilité sa tâche en traitant les maires de « quêteux ». B

Maité Blanchette Vézina (Ressources naturelles, Forêts) a entrepris de freiner la spéculation minière et d'interdire l'achat de claims sur des terres privées. B

Après le résultat décevant de la rencontre Legault-Trudeau de mars dernier, Christine Fréchette (Immigration) a voulu voir un « grand pas » dans la création d'un comité sur les demandeurs d'asile. Le récent rapport du Commissaire à la langue française a clairement démontré les limites des efforts de francisation. B

Les journalistes « militants » et les cris des environnementalistes n'ont pas empêché Pierre Fitzgibbon d'imposer le projet de Northvolt au pas de course. Son projet de loi sur le développement énergétique constitue une avancée importante vers la décarbonation de l'économie, même si les décisions difficiles ont été reportées après les prochaines élections. B

Le plan de rattrapage scolaire et la création d'un « tableau de bord » pour le réseau de l'éducation ont été d'heureuses initiatives de Bernard Drainville. Des consignes confuses lors de l'éclipse. Il s'est encore trop avancé sur le troisième lien. B

Les bonnes intentions de Mathieu Lacombe demeurent virtuelles. Son projet de loi visant à faire une place au contenu québécois sur les plateformes numériques ne viendra pas avant un an. Il a enterré les « Espaces bleus

» au profit d'un Musée national de l'histoire du Québec, dont le contenu reste à définir. B

La loi « Maureen Breau » facilitera le suivi des personnes reconnues non responsables d'un acte criminel pour cause de troubles mentaux. François Bonnardel (Sécurité publique) a cependant semblé dépassé par la recrudescence de la violence à Montréal. C

Eric Girard a présenté un budget affichant un déficit record de 11 milliards sans plan de retour à l'équilibre budgétaire, ce qui a fait sourciller les agences de crédit. Il n'a pas voulu exclure la possibilité de faire le saut au fédéral sous les couleurs conservatrices afin de réaliser son rêve d'être ministre des Finances du Canada. C

Jean-François Roberge (Langue française) a le verbe haut, mais son plan d'action sentait le réchauffé. Il allait de soi que la disposition de dérogation incluse dans la loi 21 serait renouvelée. La suspension de la révision de la carte électorale consacre ses distorsions. C

Pascale Déry (Enseignement supérieur) a réagi de façon plus avisée que le premier ministre à l'occupation des campus universitaires. La non-rémunération des stages demeure problématique. Le parc immobilier du réseau collégial se détériore à grande vitesse, a révélé le rapport de la vérificatrice générale. C

La création de l'agence Mobilité Infra Québec n'a pas empêché Geneviève Guilbault de déclarer bien maladroitement que la gestion du transport collectif n'est pas une mission du ressort de l'État. Les parents en deuil de leur fille victime d'un accident de la route ont dû acheter des billets de cocktail de financement de la CAQ pour la rencontrer. C

Kateri Champagne Jourdain (Emploi) a dû reconnaître l'incapacité de son ministère à vérifier l'efficacité des programmes de formation professionnelle, dont certains étudiants se sont prévalus pour apprendre à rénover leur chalet. C

En pleine crise du logement, les annonces illégales sur Airbnb prolifèrent, mais Caroline Proulx (Tourisme) est satisfaite de sa nouvelle loi. Le coût final du nouveau toit du stade demeure un point d'interrogation. C

La rencontre au sommet entre le premier ministre Legault et le président de l'UPA a offert un répit à André Lamontagne (Agriculture), qui aura fort à faire pour

rétablir le lien de confiance avec les agriculteurs, pour qui la dernière année aura été dramatique. C

Les tragédies impliquant la DPJ se suivent à un rythme désespérant. La bénédiction complaisante de Régine Laurent ne peut masquer la lenteur de Lionel Carmant à appliquer les recommandations de la commission qu'elle a présidée. Il a reconnu que la liste d'attente en psychiatrie contenait des invraisemblances qui la rendaient peu fiable. C

Alors que la liste d'attente compte toujours plus de 30 000 parents en attente, Suzanne Roy (Famille) a encore reporté d'un an la création du guichet unique d'accès aux services de garde promis. Le dernier rapport de la vérificatrice générale a révélé une baisse alarmante de la qualité des garderies. C

Les temps sont durs pour le ministre responsable de la région de Québec, Jonatan Julien (Infrastructures), où la CAQ a été déclassée par le PQ. Aux yeux de plusieurs, les nouveaux « contrats de partenariat » prévus dans sa nouvelle loi visant à accélérer la réalisation des projets constituent autant de portes ouvertes à la collusion. C

Martine Biron (Relations internationales) ne voit aucun problème à ouvrir un bureau du Québec à Tel-Aviv, pendant que l'armée israélienne massacre les civils à Gaza. Le juge en chef de la Cour suprême l'a accusée de désinformation pour s'être indignée de l'utilisation de l'expression « personne ayant un vagin » dans un jugement où le mot « femme » apparaissait plus de 60 fois. D

Vertement critiqué par les fonctionnaires de son propre ministère, Benoît Charette a servi de carpette à son collègue Pierre Fitzgibbon dans le dossier Northvolt. Au lieu de la stratégie pour sauver les caribous attendue depuis plus de cinq ans, il a annoncé deux projets pilotes. D

Après avoir multiplié les faux pas et fait un acte de contrition auquel personne n'a cru, la ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, a évité le pire en déposant à la dernière minute un projet de loi prévoyant un moratoire de trois ans sur les évictions, qui aurait dû être présenté bien avant. D

Comme d'habitude, Éric Caire a plaidé l'innocence face à l'explosion des coûts du transfert des données personnelles des Québécois vers l'infonuagique, dont il ne peut plus promettre qu'il générera des économies. D

## le journal de montréal

# Les bulletins des élus

La session de travaux parlementaires ayant pris fin hier, voici les bulletins des élus de l'Assemblée nationale qui se sont démarqués depuis janvier, sur une note maximale de 10.

Rémi Nadeau Chef du Bureau parlementaire à Québec

### SIMON JOLIN-BARRETTE MINISTRE DE LA JUSTICE

Moins sous les feux des projecteurs, il continue de laisser sa marque sur la société en faisant évoluer le système de justice et en reconnaissant enfin des droits aux conjoints de fait en cas de séparation. N'est plus en situation conflictuelle depuis le départ de l'ex-juge en chef. Belle session pour lui.



### JEAN BOULET MINISTRE DU TRAVAIL

Il aurait pu faire face à une plus vive opposition. Il a bien manoeuvré pour communiquer ses intentions et faire adopter sa réforme de la construction, sans difficulté. Ses collègues lui reconnaissent un talent pour faire cheminer correctement ses législations. Un pif de négociateur qui le sert bien.



### BERNARD DRAINVILLE MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Il a paru plus en contrôle, sauf lors de la gestion de l'éclipse ! Loi sur la sécurité des élèves adoptée, plan de rattrapage déployé et prises de position pleines de gros bon sens. Le temps d'écran sera étudié en commission, c'est un début. A été vite sur la gâchette pour interdire les toilettes mixtes, sans l'avis du comité de sages.



### CHRISTINE FRÉCHETTE

#### MINISTRE DE L'IMMIGRATION

Articulée et en maîtrise. A obtenu certains résultats, dont le retour des visas mexicains, mais l'absence de gains significatifs lors de la rencontre Trudeau-Legault lui ferait mal. Le rapport Dubreuil a démontré les lacunes de Francisation Québec, qui a tout de même francisé 70 000 personnes en un an.



### JEAN-FRANÇOIS ROBERGE

#### MINISTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

À l'aise dans les dossiers nationalistes. Le plan sur la langue contenait des mesures déjà connues, mais est doté de moyens financiers. Il faudra voir la suite. A mieux répondu que sa collègue Biron aux questions sur Israël. La loi sauvant deux comtés qui auraient été rayés de la carte électorale était de mise.



**ANDRÉE LAFOREST**

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

Elle a présenté un plan pour limiter l'étalement urbain et une loi contre l'intimidation à l'endroit des élus, à laquelle elle a apporté sagement des ajustements afin d'éviter que des maires abusent et musellent des opposants. Toutefois, sa loi de l'automne dernier a permis à la CMM de hausser la taxe sur l'immatriculation...



**FRANÇOIS BONNARDEL**

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Souvent discret, il a terminé en force. A déposé des lois pour mieux coordonner les opérations des feux de forêt, éviter que les personnes non criminellement responsables tombent dans les craques du système et hausser la sécurité des palais de justice. Attention à la hausse de la violence à Montréal...



**GENEVIÈVE GUILBAULT**

MINISTRE DES TRANSPORTS

Un peu d'arrogance avec le monde municipal, mais ne doit pas accepter les demandes pour renflouer les sociétés de transport sans exiger d'effort. Sa loi créant une agence pour les grands projets sera évaluée à l'automne. À Québec, elle sera jugée après le rapport de CDPQ Infra sur le tramway/3e lien.



**SONIA LEBEL**

PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR

L'absence d'entente à ce jour avec la FIQ plombe sa session, même si c'est le syndicat qui a été incapable de convaincre ses membres d'accepter un accord de principe. Sa loi modifiant le Code des professions déposée en fin de session permettra à d'autres professionnels de faire des actes réservés aux médecins.



**FRANCE-ÉLAINE DURANCEAU**

MINISTRE DE L'HABITATION

Elle répétait que sa première loi sur le logement adoptée en février protégeait déjà contre les évictions, bien que ce n'était pas suffisant. Par contre, elle a ensuite présenté de bonnes mesures, un moratoire et une protection élargie aux aînés de 65 ans et plus. En remontée, mais sujette aux glissements...



**CHRISTIAN DUBÉ**

MINISTRE DE LA SANTÉ

Doit être persistant pour concrétiser les changements. Mais la session a été dure. Le sevrage des agences entraîne de tristes conséquences en région. L'absence d'entente avec la FIQ fait mal. La présentation de sa « top gun » et la hausse de rémunération au CA de Santé Québec laissent songeur.



**MATHIEU LACOMBE**  
**MINISTRE DE LA CULTURE**

N'a rien fait de mal, sauf qu'on attend de savoir comment il soutiendra davantage les médias en crise ou fera rayonner les produits québécois sur les plateformes comme Netflix. Les Espaces bleus n'allaient nulle part, seul celui de Québec deviendra un musée national de l'histoire.



**BENOIT CHARETTE**  
**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT**

La loi sur l'efficacité énergétique des bâtiments, déposée à l'automne, a été adoptée à l'unanimité. On retient par contre sa bénédiction sans confesse à Northvolt et le peu de compensation pour la destruction de milieux humides. Va-t-il se reprendre avec la mise à jour du plan de réduction des GES ?



**PIERRE FITZGIBBON**  
**MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ÉNERGIE**

Session sous le signe du manque de courage. L'abolition du prix plancher ne fera pas de miracle pour l'essence à la pompe. Sa loi sur l'énergie repousse les décisions difficiles, comme l'imposition d'un tarif modulé. Compenser Hydro avec l'argent des contribuables pour limiter la hausse de tarif à 3 % est un non-sens.



**FRANÇOIS LEGAULT PREMIER MINISTRE**

Il a regagné des points dans les sondages après avoir pris soin de disparaître des écrans radars. Il ne pourra continuer d'être semi-muet. A beau répéter que le fédéral doit comprendre l'urgence de réduire la pression liée à l'immigration, il est impuissant devant l'indifférence de Justin Trudeau.



**ERIC GIRARD MINISTRE DES FINANCES**

A déposé un budget déficitaire de 11 milliards de dollars et il faut attendre 2025 avant de connaître le plan de retour à l'équilibre. Ses collègues ont dû questionner sa motivation lorsqu'il a dit vouloir devenir un jour ministre des Finances au fédéral, au moment où le whip de la CAQ sautait la clôture pour Poilievre.



**SUZANNE ROY**  
**MINISTRE DE LA FAMILLE**

Un rapport de la VG accablant sur la qualité des services de garde. Une valse-hésitation sur la construction de CPE préfabriqués qui a fait perdre deux ans. Un taux de conversion de garderies privées décevant. Une liste d'attente unifiée pour les parents retardée d'un an. Pas facile...



**ÉRIC CAIRE MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE**

La véritable application permettant de faire des transactions avec l'État sur son téléphone, qui devait être prête en 2025, est mise sur la glace. Le transfert du stockage des données personnelles des Québécois coûtera 52 M\$ de plus. S'entête à attaquer le média qui scrute ses projets en chantier.



**MARTINE BIRON  
MINISTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

Son seul dossier « médiatique » : celui de l'ouverture du bureau du Québec à Israël, en pleine guerre. Et chaque fois, elle a manqué de sensibilité en martelant que ce n'était que « business ». Sa motion pour condamner l'expression « personne ayant un vagin » dans un jugement était mal avisée.



**ANDRÉ FORTIN  
DÉPUTÉ DE PONTIAC**

Il a exposé les plaies béantes du système de santé avec des cas précis, de façon chirurgicale, en conservant tact et sens de la mesure. À la fois efficace et sensible, il a été le chien de garde dont les Québécois ont besoin pendant cette période de transformations dans le réseau.



**MONSEF DERRAJI  
DÉPUTÉ DE NELLIGAN**

Le leader a fait flèche de tout bois, comme s'il cherchait à combler l'absence de Marwah Rizqy, en multipliant les sorties et les démarches pour dénicher de l'information. Bourreau de travail, il a parfois manqué de préparation à l'étude des crédits, mais s'est démarqué positivement de manière générale.



**MARC TANGUAY  
CHEF INTÉRIMAIRE**

Peut encore pécher par excès. La célébration de l'austérité avec Philippe Couillard n'est pas une idée géniale ni un gage de succès pour la suite au PLQ. Par contre, il a fait mouche, notamment lorsqu'il a énoncé la liste de boucs émissaires utilisés par François Legault pour justifier les ratés de la CAQ.



**ANDRÉ A. MORIN  
DÉPUTÉ DE L'ACADIE**

Il a commis une bourde en refusant d'appuyer une motion qui demandait au fédéral de modifier le Code criminel pour éviter qu'un texte religieux ne justifie un discours haineux. Même QS l'avait endossée. Manque de flair chronique pour l'élu qui a un mandat difficile jusqu'ici.



#### **CHRISTINE LABRIE DÉPUTÉE DE SHERBROOKE**

Une des meilleures recrues de 2018 ; a été plus effacée en début de 2e mandat. Elle montre à nouveau son aplomb et sa maîtrise en porte-parole féminine intérimaire. Elle a défendu l'idée de protéger plus d'âinés des évictions de logement avec son collègue Andrés Fontecilla.



#### **RUBA GHAZAL**

##### **DÉPUTÉE DE MERCIER**

Elle sera sûrement sur les rangs à nouveau pour devenir co-porte-parole féminine de QS. Elle talonne Bernard Drainville et formule des propositions précises pour une éducation de qualité plus accessible à tous.



#### **GABRIEL NADEAU-DUBOIS CHEF PARLEMENTAIRE**

N'a pas su faire la place à la co-porte-parole féminine, qui a démissionné en formulant des critiques à son endroit. QS s'est retrouvé dans une crise, qu'il a maîtrisée au Conseil national de Saguenay. Demeure sous surveillance. Le parti stagne.



#### **PAUL ST-PIERRE PLAMONDON**

##### **CHEF**

Il a été sur les bonnes cibles tout au cours de la session. Tant en démontrant les faiblesses de la posture caquiste devant Ottawa qu'en étant à l'avant-garde sur la question des réseaux sociaux et du temps d'écran pour les jeunes. Une pub assumée sur l'indépendance n'a pas fait fléchir ses appuis.



#### **JOËL ARSENEAU**

##### **DÉPUTÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

Session très occupée pour lui. Il a été de tous les combats importants pour son parti : projets de loi sur le logement, mise en place de l'agence Santé Québec et réforme Dubé. Il est en maîtrise de ses dossiers et ses interventions sont justes. Il a pris confiance au fil du temps.



# Analyse Un gouvernement moins dissipé

**La CAQ a réussi à freiner sa chute, mais la pression est forte pour que les promesses faites se concrétisent.**

Hugo Lavallée

François Legault avait demandé une boussole au père Noël à la fin de la dernière année. Il ne nous a finalement jamais dit quels cadeaux il avait reçus, mais ses souhaits semblent avoir été exaucés, du moins en partie.

Le premier ministre a dû pousser un grand soupir de soulagement à la lecture du plus récent sondage : la Coalition avenir Québec (CAQ) semble avoir réussi à freiner sa chute, le gouvernement ayant gagné trois points de pourcentage en moins d'un mois dans les intentions de vote. La session avait pourtant bien mal commencé avec la controverse sur le financement politique de la CAQ. D'autres événements ont miné le moral des troupes, comme le départ du député Eric Lefebvre pour le Parti conservateur du Canada.

François Legault a pris la résolution en début d'année de faire preuve de plus de discipline et il s'y est tenu. De fait, on a l'impression d'un gouvernement moins dissipé depuis que son chef a cessé de tout commenter au jour le jour. Reste à voir si une stratégie basée sur l'effacement de François Legault peut servir à long terme le parti qui l'emploie. Apprendre à répondre aux questions sans se mettre les pieds dans les plats serait sans doute plus productif.

Au-delà des stratégies de communication, la CAQ en est toutefois encore à mettre en place les réformes censées concrétiser ses engagements de longue date. Pourtant, le gouvernement célébrera bientôt son sixième anniversaire au pouvoir. On pense entre autres à Mobilité Infra Québec, entité vouée à l'accélération des projets de transport collectif, ou à Santé Québec, dont la création doit marquer le début d'un temps nouveau dans le réseau de la santé.

Réduire les délais, la bureaucratie et le temps d'attente à l'urgence était une promesse phare de la CAQ en 2018. Le temps commence à presser. Dans bien des domaines, les résultats se font toujours attendre, et les habiletés de gestionnaires des ministres choisis par François Legault restent à démontrer. Comme toujours, certains s'en sortent mieux que d'autres.

Des mentions spéciales

Même s'il est moins visible qu'à l'époque où il pilotait le dossier de la langue ou celui de la laïcité, Simon Jolin-Barrette demeure le ministre le plus actif sur le plan législatif, ayant fait adopter, cette session, ses neuvième et dixième projets de loi depuis les dernières élections. Le ministre a réussi à réformer en profondeur le droit de la famille, ce que personne n'avait osé faire avant lui depuis les années 1980. La création d'un nouveau comité chargé de déterminer des manières de rendre le Québec plus autonome, annoncée par le premier ministre au dernier jour de la session, pourrait lui redonner sa visibilité d'antan.

Christian Dubé a avancé dans la création de Santé Québec en nommant les « top guns » qui dirigeront la nouvelle entité. Encore faut-il que cette dernière démontre son utilité. En Chambre, la pression est de plus en plus forte pour que les réformes mises en place donnent les résultats promis. Le ministre a bien joué ses cartes dans la partie qui l'opposait aux agences privées de personnel, mais le nouveau duel qui débute avec les médecins de famille s'annonce nettement plus corsé. Le récent regain de la CAQ devrait l'aider à maintenir le cap.

Le projet de la ministre du Tourisme, Caroline Proulx, de doter le Stade olympique d'un nouveau toit a généralement été bien reçu, et ce, en dépit de la facture de 870 millions de dollars qui accompagnera la mise à niveau du bâtiment mal-aimé. La loi qu'elle avait adoptée pour mieux encadrer les plateformes d'hébergement touristique commence à porter des fruits.

Jean Boulet est parvenu à mener à bien la réforme de la construction qu'il a entreprise sans que cela provoque la levée de boucliers que certains avaient escomptée. Son projet de loi qui vise à réfréner les employeurs et les assureurs, qui exigent toujours plus de documents avant de payer des prestations, a été on ne peut mieux accueilli.

La ministre Sonia LeBel a réussi à s'entendre avec la grande majorité des syndicats des employés de l'État, à l'exception notable de la FIQ, qui est maintenant complètement isolée. Cela a toutefois coûté cher au Trésor public. Reste à voir si la flexibilité qu'elle dit avoir

obtenue, en échange d'augmentations de salaire plus généreuses qu'à l'habitude, permettra réellement d'améliorer les services publics. Le projet de loi qu'elle a déposé pour décloisonner les professions dans le réseau de la santé est un grand pas en avant pour améliorer l'accès aux services de première ligne. Ce n'est, a-t-elle promis, que le début.

Pierre Fitzgibbon laisse planer un flou sur son avenir politique. Paradoxalement, il semble prendre de plus en plus de plaisir à la joute politique. Que ce soit en mêlée de presse avec les journalistes ou à la période des questions, le superministre s'amuse visiblement, assumant ses ambitions, ses qualités et ses défauts. Il est particulièrement intéressant d'entendre cet esprit indépendant réfléchir à haute voix, que ce soit sur la nécessité de réduire le nombre de voitures ou sur celle de hausser les tarifs d'électricité. L'étude du volumineux projet de loi qu'il vient tout juste de déposer en matière d'énergie mettra sa patience à rude épreuve l'automne prochain.

Le ministre Mathieu Lacombe a réussi à enterrer le projet d'espaces bleus de son gouvernement, sans que cela crée de grande commotion. Il a aussi défendu avec conviction son projet de création du Musée national de l'histoire du Québec. Le ministre affiche de plus en plus son côté nationaliste au sein du parti de coalition auquel il appartient. Le contenu du projet de loi qu'il a promis de déposer dans les prochains mois pour mettre au pas les géants du Web permettra de voir jusqu'où il est prêt à aller.

#### Des résultats mitigés

L'heure de vérité approche pour Christine Fréchette. La ministre de l'Immigration maîtrise bien ses dossiers et n'a pas mis son gouvernement dans l'embarras, contrairement à certains de ses prédécesseurs, mais obtenir quoi que ce soit d'Ottawa demeure très difficile. François Legault a fixé à la fin du mois de juin le délai pour faire avancer les choses, et Justin Trudeau sera en ville la semaine prochaine. Le gouvernement fédéral a certes fait des gestes pour freiner l'arrivée d'immigrants temporaires, mais le Québec n'a toujours obtenu aucun des nouveaux pouvoirs qu'il réclame.

Bien des ministres ont semé pour plus tard, mais il est encore trop tôt pour savoir si les résultats seront à la hauteur des attentes qu'ils ont eux-mêmes créées. Geneviève Guilbault et Jonatan Julien ont promis d'accélérer la réalisation de projets d'infrastructure, notamment en matière de transport collectif. Ce n'est cependant pas la première fois que la CAQ fait de telles promesses. Le discours était le même au sortir de la première vague de la pandémie, avec des résultats pour

le moins mitigés, comme l'a montré une compilation récente.

Après plus d'une année d'attente, Jean-François Roberge a finalement dévoilé son Plan pour la langue française; le document ne contenait toutefois pas grand-chose de neuf. Bernard Drainville a dévoilé un tableau de bord qui permettra de suivre la situation de plus près dans le réseau de l'éducation. Or, cela ne garantit pas que les données qu'on y trouvera seront le moins encourageantes, comme on l'a vu avec l'expérience du tableau de bord en santé. Tous attendent avec impatience la prochaine rentrée scolaire pour voir si les nouvelles conventions collectives permettront d'éviter le chaos de l'automne dernier.

Sous le feu des critiques depuis son entrée en poste, France-Élaine Duranceau a admis qu'elle aurait dû faire preuve de plus de sensibilité à l'égard des locataires, mis sous pression par la crise du logement. Le projet de loi qu'elle a déposé pour mieux protéger les aînés à faible revenu est un premier pas dans la bonne direction. Il en faudra par contre davantage pour convaincre ceux qui doutent encore de sa sensibilité. On attend d'ailleurs toujours le grand plan qu'elle a promis de déposer pour accroître l'offre en matière de logement.

#### Des temps plus durs

Eric Girard a donné des munitions au Parti libéral en déposant un budget largement plus déficitaire que ce qui était anticipé. Depuis la pandémie, le ministre des Finances n'a eu de cesse de repousser le retour à l'équilibre budgétaire, et aucun plan de retour au déficit zéro n'a encore été déposé. Le ministre a baissé les impôts l'an dernier, mais les Québécois de la Communauté métropolitaine de Montréal risquent de devoir verser une partie de cet argent aux villes qui comptent augmenter la taxe sur l'immatriculation, pour compenser le manque à gagner des sociétés de transport.

André Lamontagne a déçu bien des agriculteurs en refusant d'utiliser le mot crise pour qualifier la situation que traversent en ce moment bon nombre d'entre eux. Le gouvernement et l'Union des producteurs agricoles se sont finalement entendus pour mieux soutenir le milieu, à la suite de nombreuses manifestations.

Depuis la guerre en Irak en 2003, rarement a-t-on vu événement international susciter autant de réactions sur la scène politique québécoise que la résurgence du conflit israélo-palestinien. Tout au long de la session parlementaire, la ministre des Relations internationales, Martine Biron, a eu beaucoup de mal à défendre la décision de son gouvernement d'ouvrir un

bureau en Israël, au moment même où le conflit prenait de l'ampleur. La détermination du gouvernement à aller de l'avant, malgré les circonstances, demeure du reste bien difficile à saisir. On devine aisément que la directive vient d'en haut. Comme si cela n'était pas assez, la ministre a été – fait rarissime – vivement critiquée par le juge en chef de la Cour suprême du Canada. Richard Wagner n'a visiblement pas digéré de voir l'Assemblée nationale adopter à la hâte une motion critiquant une décision rendue par l'institution qu'il dirige. Des partis d'opposition en mutation

La course à la direction qui s'en vient au sein du Parti libéral du Québec s'annonce finalement plus excitante qu'on n'aurait pu le prévoir il y a quelques mois à peine. Ragaillardi par le dépôt d'un budget déficitaire, le caucus libéral reprend peu à peu sa place à l'Assemblée nationale. Son chef intérimaire, Marc Tanguay, a été habile à faire ressortir le côté dépensier du gouvernement, même si vanter la rigueur ou l'austérité prônées jadis par Philippe Couillard n'était peut-être pas la meilleure idée.

La palme au sein du caucus libéral revient toutefois au député de Pontiac, André Fortin, dont l'aplomb et les questions incisives ont fait mal paraître aussi bien Christian Dubé à la Santé qu'André Lamontagne à l'Agriculture. Il ne manque pas une occasion de défendre ses citoyens de l'Outaouais.

D'autres députés font leur place peu à peu, comme Madwa-Nika Cadet, qui a beaucoup gagné en assurance. Malgré de premiers pas difficiles, Frédéric Beauchemin s'avère un critique efficace du ministre des Finances, mais il devra diversifier la nature de ses interventions s'il espère vraiment succéder à Dominique Anglade.

La démission d'Émilise Lessard-Therrien a fait très mal à Québec solidaire et à son co-porte-parole

masculin, Gabriel Nadeau-Dubois. Ce dernier a fait tout un pari en choisissant de crever l'abcès qui gonflait un peu plus chaque année au sein de sa formation politique. Le chef parlementaire de QS pourra maintenant agir à visière levée dans l'important virage qu'il compte faire prendre à son parti. Le dernier conseil national de sa formation politique s'est bien déroulé; cependant, l'essentiel du travail reste encore à faire. Si l'exercice n'a pas donné lieu au festival de chemises déchirées que certains avaient prévu, les débats des prochains mois pourraient démobiliser certains militants.

Après avoir insisté pendant des mois, Andrés Fontecilla et Christine Labrie sont finalement arrivés à convaincre la ministre France-Élaine Duranceau d'en faire davantage pour les locataires aînés. La tâche n'a pas été simple. Les deux députés peuvent néanmoins se targuer d'avoir réussi l'un des meilleurs coups de QS depuis longtemps.

Après avoir gagné en popularité de façon marquée, le Parti québécois et Paul St-Pierre Plamondon se retrouvent maintenant devant un certain plafonnement dans les intentions de vote. Cela est peut-être un mal pour un bien. La dernière chose que souhaitent les militants péquistes est sans doute de monter trop haut, trop vite pour ensuite piquer du nez.

Même si les appuis en faveur de la souveraineté font du surplace, le chef péquiste ne dévie pas de sa trajectoire et continue de promettre la tenue d'un référendum dans un premier mandat. Dire de ce référendum qu'il est inévitable, comme il l'a fait au dernier conseil national de son parti, était sans doute prématuré, mais PSPP a le mérite d'assumer, comme peu de ses prédécesseurs l'ont fait, les implications de ses choix.



# Prise du coyote recherchée

PAUL JOURNET

La Presse

**Les caquistes appelaient cela la « passe du coyote ». En 2021, le gouvernement Legault avait surpris tout le monde en trouvant une façon d'inscrire la nation québécoise dans la Constitution canadienne.**

Personne n'avait pensé à cette astuce. C'est à ce genre de manœuvres que pense François Legault en lançant un comité devant lui recommander des façons « d'accroître l'autonomie du Québec ».

Sur le plan stratégique, l'objectif est évident. La montée du PQ, qui promet un référendum dès un premier mandat, menace la CAQ. Elle est prise entre l'indépendance et le fédéralisme. Et son nationalisme autonomiste manque de victoires à revendiquer.

C'est en partie à cela que servira le rapport des constitutionnalistes, fiscalistes et autres experts. On y trouve une diversité idéologique, avec des indépendantistes et des fédéralistes.

**Les gouvernements commandent souvent des rapports pour pelleter un problème vers l'avant. Ce n'est pas le cas ici. La démarche ressemble plutôt à un appel à l'aide.**

M. Legault veut des résultats, comme le prouve l'échéancier serré. Et il a aussi confié la mission à l'infatigable Simon Jolin-Barrette, un ministre réputé pour mener ses dossiers à terme.

Mais au-delà de la stratégie, sur le fond, l'exercice est bienvenu. Le dernier remonte à Yves Séguin en 2002, mais son mandat était plus restreint – il se concentrait sur le déséquilibre fiscal. Et le précédent était la commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, en 1992.

Bref, le Québec était mûr.

Trois options s'offrent aux fédéralistes qui veulent défendre le Québec : rapatrier des pouvoirs en négociant avec le fédéral, occuper davantage de pouvoirs de façon

unilatérale ou tisser des alliances avec les autres provinces afin d'influencer Ottawa.

Avec le refus anticipé du gouvernement Trudeau, réclamer plus de pouvoirs équivaut à demander quelque chose qui sera refusé. Ce sont donc surtout les démarches unilatérales qui intéressent les caquistes.

L'idée d'une Constitution du Québec, à laquelle M. Jolin-Barrette a déjà travaillé, pourrait être relancée. On peut aussi penser à des dédoublements administratifs ou à des initiatives fiscales.

Un exemple d'une ancienne « passe du coyote » : l'impôt provincial, une décision unilatérale prise par Maurice Duplessis après le déclenchement de la commission Tremblay, et à la colère du fédéral.

**Outre la fiscalité, deux sujets risquent d'intéresser particulièrement les auteurs du rapport : la culture et l'immigration.**

Le ministre de la Culture, Mathieu Lacombe, s'est récemment fait recommander par un panel d'experts de rendre les œuvres plus visibles sur les plateformes numériques. On lui proposait de déterminer les obstacles empêchant le Québec de protéger ses productions culturelles. Le nouveau rapport pourrait effectuer ce travail.

En immigration, la réflexion sera encore plus importante. Et elle pourrait mettre tous les partis face à leurs contradictions.

Peu importe la question posée, François Legault trouve une façon de revenir à la même réponse : l'immigration. La hausse récente crée une pression insoutenable sur le logement, l'éducation et les autres missions de l'État.

Il le répète partout pour créer un rapport de forces avec le fédéral.

Or, il en avait déjà un. En 2022, il avait emporté une victoire écrasante et il faisait face à un gouvernement

libéral minoritaire. Et pourtant, il n'a rien obtenu. La réponse, prévisible, fut « non ».

**Renégocier l'entente sur l'immigration, signée avec le fédéral en 1991, serait risqué. Elle est avantageuse pour le Québec. La rouvrir pourrait donc mener à des reculs.**

Une autre option reste à tester : pourrait-on utiliser des dispositions de cette entente pour obtenir plus de contrôle sur l'immigration temporaire ? C'est possible, soutient Anne-Michèle Meggs, ex-directrice de la planification au ministère de l'Immigration<sup>1</sup>.

Mais si ça fonctionne, de nouvelles questions difficiles se poseront.

Les solidaires et les libéraux accusent M. Legault d'imputer aux immigrants ses échecs.

Ils ont raison, les pénuries de logements, d'enseignants et de soins existaient bien avant la montée rapide de l'immigration temporaire. Mais il est également indéniable que cette hausse de résidents non permanents – l'équivalent de la population de Québec ajoutée en moins d'une décennie – aggrave ces problèmes. On devrait pouvoir rappeler ce fait, sur un ton sobre et avec les nuances requises, sans être insulté.

Si jamais le Québec augmente ses pouvoirs sur les travailleurs et les étudiants étrangers, il devra toutefois passer de la recherche de coupables à celle de solutions.

De combien veut-on réduire l'immigration temporaire ? Dans quelles régions ? Dans quels secteurs, et auprès de quels employeurs ? Peu importe la réponse, la liste de mécontents sera longue.

Quand il a fondé la CAQ, François Legault croyait que le débat sur l'indépendance était terminé. Les Québécois avaient dit « Non » deux fois, et il fallait en prendre acte, disait-il.

Il est opposé à un référendum, qui serait selon lui perdant et qui ferait gaspiller au Québec ce qu'il reste de son rapport de forces face au fédéral.

Reste que M. Legault n'est pas devenu pour autant un ardent fédéraliste. C'est plutôt le Parti libéral qui serait heureux de se draper dans l'unifolié et en misant sur la peur de l'indépendance.

Avec ce rapport, M. Legault demande de l'aide pour se défricher la troisième voie de l'autonomisme. Mais au-delà de la stratégie partisane, l'exercice est bienvenu. Car il apportera des réponses concrètes aux questions qu'on se pose, et à celles dont on ignorait peut-être l'existence.

**le journal  
de montréal**

# François Legault a finalement retrouvé sa boussole

Emmanuelle Latraverse

On ne peut pas reprocher à François Legault de ne pas avoir de la suite dans les idées.

« On a une société immobile, incapable de régler nos problèmes. »

« Il faut à un moment donné rassembler les meilleurs joueurs dans la même équipe. »

Ces constats sans appel, le premier ministre aurait pu les prononcer vendredi en défense des grands chamboulements qu'il impose à l'État québécois.

Il les a plutôt prononcés le 14 novembre 2011, le jour même du lancement officiel de la Coalition Avenir Québec.

Certes, le climat politique était différent à l'époque, mais le constat est le même, près de 15 ans plus tard.

C'est comme si après l'euphorie du pouvoir, l'urgence de la pandémie, le dur retour à la réalité du 2e mandat, François Legault avait finalement retrouvé sa boussole.

## VIEUX RÊVE

C'était en 2012, on débattait encore des contrecoups de la réingénierie de l'État par Jean Charest, avortée.

Sans surprise, son projet de rendre la fonction publique plus efficace en réduisant son personnel et en sous-traitant au privé une grande part de ses responsabilités avait frappé un mur, celui de l'attachement collectif aux idéaux de la Révolution tranquille.

Mais ça n'empêchait pas François Legault d'admettre espérer poursuivre le projet. Non pas par idéologie managériale, mais par lucidité, le drame d'un Québec incapable de « régler ses problèmes ».

Ne constatait-il pas lui-même que

« des forces vives résistent au changement » ?

À l'époque, il montrait du doigt les fédérations de commissions scolaires et les syndicats.

En juin 2024, on pense facilement aux mêmes syndicats. Car le bras de fer continue avec les infirmières et les médecins de famille.

Finalement, il aura fallu que ces forces de l'immobilisme conjuguées au désir de plaire ébranlent profondément son gouvernement pour que François Legault retrouve le sens de sa réserve de courage en politique.

## RÉINGÉNIERIE 2.0

Certes, ça aura coûté cher, très cher. Un déficit de 11 G\$ pour acheter la paix syndicale. Mais surtout acheter la sacro-sainte flexibilité. Des primes pour des concessions.

Les omnipraticiens n'ont plus le même luxe d'un gouvernement épuisé et d'une population solidaire. Ils sont déjà grassement payés, les électeurs fauchés. Le rapport de force est inversé.

Mais l'objectif demeure le même. Acheter le changement.

Une agence Santé, une éventuelle agence pour les grands chantiers de transport en commun, François Legault a appris des erreurs de Jean Charest.

Pas besoin d'exporter au privé. Il s'agit ici d'implanter dans la fonction publique l'agilité, l'imputabilité, la logique de performance du privé.

À ce chapitre, l'éducation n'est pas en reste. Les chapelles opaques des centres de services ont été abattues. L'impunité des enseignants abuseurs enfin troquée pour une transparence minimale en vue de protéger les jeunes.

À force de tableaux de bords, de données, la CAQ mène sa croisade contre la dictature de l'organigramme bureaucratique.

C'est laborieux, c'est complexe et litigieux.

Le fruit prendra des années avant de mûrir.

Il est bien là, le problème. François Legault sait qu'il sera difficile de maintenir le cap.

D'où le chantier sur les pouvoirs constitutionnels du Québec.

Sans rien enlever à la pertinence de l'exercice, il n'y a rien comme un bon coup d'éclat nationaliste pour se donner les moyens de faire patienter l'électorat.



**le journal  
de montréal**

## Des nouveautés qui n'en sont pas

Luc Papineau, enseignant de français

On sait que, dans nos écoles, les enseignants sont habitués à faire du neuf avec du vieux. Certains courent même les brocantes pour acheter à leurs frais meubles et objets destinés à leur classe. Depuis quelques mois cependant, le gouvernement de la CAQ fait lui aussi du neuf avec du vieux en annonçant comme des nouveautés des éléments qui existent déjà.

Le premier exemple de ce comportement est bien sûr la directive ministérielle concernant l'utilisation du cellulaire dans nos écoles. L'idée d'interdire celui-ci en classe sauf pour des fins pédagogiques existait déjà dans de nombreux codes de vie de nos écoles. Pour plusieurs intervenants en éducation, cette directive n'avait rien de bien nouveau.

Le deuxième exemple de ce recyclage gouvernemental est la création d'un tableau de bord en éducation qui permet de suivre en temps réel, dit-on, la réalité du monde scolaire. Or, ce tableau regroupe majoritairement des données qui existent déjà depuis des années et qu'on peut trouver sur Internet si on est le moindrement débrouillard. De plus, on est loin d'un suivi en temps réel quand on sait que certains de ces chiffres sont mis à jour annuellement.

### INFORMATION IMPERTINENTE

On peut se demander à quoi servent vraiment ces chiffres. Pourquoi nous indiquer la qualité de l'air dans nos écoles quand on sait que ces données ne respectent pas des principes fondamentaux de la science ?

Il aurait été plus intéressant d'apprendre dans combien de classes inconfortables nos jeunes suivront leurs cours

ou compléteront leurs examens au mois de juin et ce que le ministère compte faire pour régler cette situation qui nuit à leur réussite scolaire.

De même, à quoi bon savoir qu'il reste 804 postes d'enseignants à pourvoir le 31 mai 2024 alors qu'il serait plus utile de connaître, par exemple, dans quelles matières les manques sont plus criants afin de coordonner stratégiquement les efforts de formation des universités ? Toutes ces données existent mais on est devant un système incapable de les traiter et surtout d'en colliger de nouvelles qui seraient pertinentes.

### BILLET MÉDICAL

Mais voilà que, vendredi dernier, le ministère de l'Éducation y allait d'une autre nouveauté qui n'en est pas une : ne plus exiger de billet médical pour les élèves qui s'absentent pour une durée de cinq jours et moins, sauf quand il y a un examen ministériel. Québec, dit-on, espère libérer ainsi 100 000 rendez-vous annuellement. J'invite notre gouvernement à revoir ce chiffre à la baisse s'il ne veut pas être déçu parce que je ne connais aucune école qui agit de la sorte.

Il est temps que le ministère cesse, pour des considérations politiques, d'annoncer des « nouveautés » qui n'en sont pas. Il donne l'impression d'être complètement déconnecté de la réalité des écoles.

Il y a assez de dossiers importants qui demandent des actions véritables et éclairées pour qu'on se permette d'éviter de telles distractions.

Le Soleil (Numérique), 8 juin 2024, page OP  
La Tribune (Numérique), 8 juin 2024, page 0  
La Voix de l'Est (Numérique), 8 juin 2024, page 0  
Le Droit (Numérique), 8 juin 2024, page 0  
Le Nouvelliste (Numérique), 8 juin 2024, page 0  
Le Quotidien (Numérique), 8 juin 2024, page 0



Mylène Moisan

# Un programme de francisation qui n'entre pas dans les «cases»

Par Mylène Moisan, Le Soleil

CHRONIQUE / Michelle, Daniela et Renzo sont déjà au travail depuis une bonne demi-heure lorsque je me pointe au local du Centre Mgr Marcoux où Lucie Morneau m'a donné rendez-vous en ce resplendissant mardi matin.

Elle leur enseigne le français.

Lucie n'était pas enseignante dans sa vie avant sa retraite, je l'ai connue comme médecin de famille, elle travaillait en soins palliatifs avant que la maladie vienne jouer les trouble-fête en s'attaquant à ses yeux, grignotant inextricablement sa vision.

Elle ne peut plus lire un livre.

Mais elle peut écrire sur le tableau blanc qui est au mur, elle peut y écrire le verbe «prendre» et demander à ses élèves de le conjuguer. Elle peut leur donner des trucs pour trouver les terminaisons de l'imparfait, elle peut leur demander de faire des phrases de la vie courante. Elle peut leur faire écouter des chansons de Jean-Pierre Ferland et leur faire découvrir, en plus de la langue québécoise, des facettes de notre culture.

**Exprimez-vous.** Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

Daniela, 22 ans, est arrivée de Cali en Colombie il y a sept mois pour rejoindre des membres de sa famille avec en poche son diplôme fraîchement obtenu en génie industriel. «Quand mon français sera mieux, je vais faire des démarches pour être ingénieure ici, puis faire ma maîtrise», m'explique-t-elle dans un très bon français, vraiment.

Je comprends aussi tout ce que Michelle me raconte. La Chilienne de 33 ans est arrivée ici il y a environ un an et demi, suit des cours de français depuis une dizaine de mois. Elle est passée, comme les deux autres, du niveau débutant au niveau avancé. «C'est très bon ici pour apprendre le français. Quand je suis arrivée ici, je ne comprenais rien, rien! C'est très bon aussi pour l'intégration dans la communauté.»

Renzo, 35 ans, est au Québec comme visiteur, mais aimerait bien pouvoir venir y travailler. «Je suis administrateur, j'ai travaillé dans la municipalité de Lima. Ici, j'aimerais étudier et travailler pour être chef cuisinier.» Pauvre lui, il a voulu prendre un peu d'avance en étudiant le français «français» trois mois avant de partir, sans s'imaginer qu'il pigerait que dalle avec notre accent.

Il s'est fait l'oreille depuis, il peut maintenant discuter de n'importe quoi avec n'importe qui, avec quelques petits mots en espagnol qui se glissent parfois.

Ils étaient beaux à voir, à répondre du mieux possible aux questions de Lucie, à s'entraîner, à chercher ensemble le bon mot, la bonne conjugaison. Ce jour-là, Lucie faisait réviser les réponses à une question qui semble toute simple, «comment ça va?» Parce qu'on peut répondre plein de choses, leur a résumé Lucie, «ça va bien», «ça pourrait aller mieux», pas «ça va mal».

Et qu'est-ce qu'on répond si l'autre nous balance «je suis triste»?

Les trois élèves ne sont pas les seuls à se rendre au Centre Mgr Marcoux pour apprendre la langue de Félix, Lucie n'est pas la seule à y enseigner. En fait, ils sont inscrits à un programme de francisation qui a fait ses preuves depuis 20 ans, d'abord mis sur pied par des religieuses qui voulaient aider les nouveaux arrivants à apprendre le français.

La mission est restée intacte.

Au fil des années, les religieuses ont été remplacées par de dévoués bénévoles comme Lucie, ils sont environ 80 à faire la classe, devant six élèves au maximum. Les cours sont donnés du lundi au jeudi par bloc de deux heures, en avant-midi ou en après-midi, plus deux cours les mardis et jeudi soir. Michelle, Daniela et Renzo sont là tous les matins à 9 h, en alternance avec un autre bénévole, Paul. Lucie est au poste quatre avant-midis et deux après-midi. «Quand j'ai dû quitter la profession en 2020 après 32 ans, je me suis dit "qu'est-ce que je vais

faire?" J'étais allée au Mali il y a plusieurs années et je m'étais dit qu'à ma retraite, j'allais aider les gens d'autres pays, et j'ai toujours eu une passion pour la langue française...»

La francisation s'est imposée. «Ici, on est libre d'enseigner à notre façon. Moi, je fonctionne avec des chansons, il y en a qui ont des cahiers plus classiques, d'autres font des PowerPoint. On peut aussi faire des activités, comme cet hiver, on est allés patiner! On fait aussi des concours de dictées, les étudiants aiment ça, ils peuvent gagner de prix!»

Ils peuvent gagner des prix, mais pas ressortir avec un diplôme. Ils suivent des cours jusqu'à ce qu'ils parlent assez bien français pour travailler et s'intégrer, ou jusqu'à ce qu'ils aient une place dans un des programmes officiels de Francisation Québec. Parce qu'aux yeux du gouvernement, ce programme n'est pas reconnu.

Ce qu'ils apprennent ne compte pas.

Et le programme ne reçoit pas un sou noir, il doit s'arranger avec la contribution de 5 \$ par cours que payent les étudiants et des subventions qu'il arrive à grappiller en faisant des activités complémentaires. «On pensait qu'avec la loi 96 et la création [l'an dernier] de Francisation Québec, on allait pouvoir tomber dans une bonne case, mais non, regrette le directeur du Centre Mgr Marcoux, Olivier Mercier. On a interpellé la ministre de l'Immigration [Christine Fréchette], on nous a référés à son équipe. On leur a présenté une formule qui fonctionne, mais on nous a dit que, pour avoir du financement, il ne faut pas qu'il y ait de visée pédagogique.»

On payerait pour des activités d'échanges culturels, des soirées salsa et gigue, mais pas pour un programme de francisation qui fonctionne vraiment. Tenez, j'y ai croisé Esteban, 17 ans, pendant la petite pause café de 10 h. Il est arrivé de Colombie en décembre et parle maintenant couramment français, au point où il s'est mis à l'allemand, au portugais, à l'anglais.

Il aimerait devenir médecin.

Les «ateliers d'intégration en français», le nom officiel du programme, accueillent environ 300 personnes par année. «On ne refuse personne. On s'ajuste aux élèves, aux professeurs, on essaye de faire des bons pairages. On garde toujours en tête que l'objectif est l'intégration. C'est la force de notre modèle, tout est intégré au centre», où il y a entre autres un service de garde, des ateliers de cuisine, plein d'activités pour les enfants et les ados, jusqu'à des cours d'origami.

Et pour les cours de français, on ne court pas après les profs. «On n'a aucune difficulté de recruter des bénévoles. Ils ont donné, en 2023, 14 415 heures.»

C'est énorme.

Le plus ironique, c'est qu'ils francisent des élèves qui poireautent sur les listes d'attente des programmes reconnus par le gouvernement, où il y a parfois jusqu'à six mois d'attente. «S'ils n'ont pas accès aux cours pendant six mois, c'est du temps où ils ne s'intègrent pas, où ils risquent de s'isoler, d'attendre sans faire de progrès.»

C'est d'autant plus décevant de la part de ce gouvernement qui se dit obsédé par le déclin du français et qui se targue de faire de la francisation des immigrants une priorité, parce qu'ils seront obligés de parler français pour travailler. Pas plus tard que le 28 avril, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, annonçait plus de 300 millions justement pour ça, pour augmenter la cadence de la francisation, pour trouver des profs qu'on peine à recruter.

*Good luck.*

**Pour réagir à cette chronique, écrivez-nous à [opinions@lesoleil.com](mailto:opinions@lesoleil.com). Certaines réponses pourraient être publiées dans notre section Opinions.**

# Trop d'immigration tue l'intégration

**L'immigration au Québec, caractérisée par ses enjeux uniques liés à la culture et à la langue, suscite de vives discussions. Alors que le Canada cherche à attirer massivement de nouveaux résidents, le Québec fait face à des défis complexes en matière d'intégration et de capacité d'accueil.**



Bien que l'immigration enrichisse la société en apportant une vitalité nouvelle, elle soulève aussi des questions concernant la cohésion sociale, l'identité culturelle et la viabilité des services publics.

## IMPACTS NOTABLES

Le Québec subit une forte pression sur ses infrastructures et ses services sociaux en raison de l'arrivée massive d'immigrants, qu'ils soient temporaires, permanents ou réfugiés.

Cette croissance démographique rapide nécessite l'expansion des services de santé, d'éducation et de logement, augmentant ainsi les temps d'attente et diminuant la qualité des services. Les hôpitaux surchargés et les écoles surpeuplées témoignent de ces défis.

La politique d'immigration fédérale, imposant des quotas élevés sans ressources adéquates, met le Québec sous tension financière. Cette situation oblige le Québec à financer des services essentiels sans compensation suffisante, compromettant ainsi les finances publiques et la qualité des services.

## DÉFIS MAJEURS

Les défis majeurs pour le Québec comprennent l'intégration linguistique et culturelle. Sa politique migratoire, axée sur la préservation de la francophonie, exige que les immigrants apprennent le

français et s'intègrent à la culture locale.

Cependant, les ressources allouées à l'apprentissage du français sont souvent insuffisantes, et les immigrants rencontrent des obstacles significatifs limitant leur participation sociale et leur accès à l'emploi.

La diversité culturelle, source de richesse, peut également engendrer des tensions. Les différences culturelles peuvent créer des barrières qui compliquent l'adaptation des immigrants ainsi que celle des résidents établis. D'où la nécessité d'un dialogue interculturel actif et d'une lutte contre les préjugés pour assurer une intégration réussie.

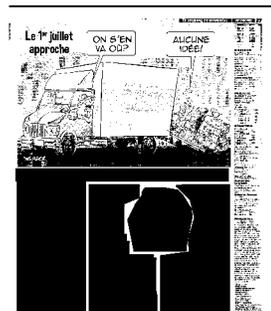
## CONSÉQUENCES IMPORTANTES

L'immigration temporaire, conçue comme solution aux pénuries de main-d'œuvre, pose ses propres défis. Les travailleurs temporaires, souvent liés à des employeurs spécifiques, sont vulnérables à l'exploitation et à des conditions de travail précaires. Cette dynamique peut intensifier la concurrence pour les emplois peu qualifiés, pressurant les salaires et les conditions de travail de tous les travailleurs.

L'afflux pléthorique d'immigrants alimente aussi les tensions sociales, engendrant des perceptions de surcharge des services publics et une compétition pour des ressources déjà limitées. Ces perceptions, en se cristallisant, alimentent malheureusement des discours xénophobes et exacerbent les frictions entre les communautés.

Pour bénéficier des avantages de l'immigration tout en minimisant ses défis, le Québec doit naviguer avec prudence. Cela implique de renforcer les programmes d'intégration, de protéger les droits des travailleurs temporaires et de garantir un accès adéquat aux ressources d'apprentissage du français.

En somme, l'immigration effrénée érode les fondements mêmes de l'intégration. Il devient impératif d'adopter une démarche mesurée permettant au Québec de récolter les fruits



de l'immigration tout en sauvegardant son identité unique et sa qualité de vie. Dans cette quête d'équilibre, le transfert des compétences en matière d'immigration vers le Québec est non seulement souhaitable, mais essentiel pour une orchestration harmonieuse de notre avenir collectif.

---

✉ [maka.kotto@quebecormedia.com](mailto:maka.kotto@quebecormedia.com)



**Le premier ministre Justin Trudeau (gauche) lors d'une rencontre avec le premier ministre du Québec, François Legault (droite), le 15 mars.**

Sports

# Mission accomplie pour l'organisation du Championnat provincial d'athlétisme

Par William Savard, Le Quotidien

**Les jeunes athlètes québécois ont presque perdu la chance de participer au Championnat scolaire provincial d'athlétisme extérieur du RSEQ cette année, malgré leurs efforts lors des compétitions régionales. Rivière-du-Loup s'étant désistée quelque temps avant la venue des 900 sportifs et accompagnateurs, le Centre de services scolaires (CSS) des Rives-du-Saguenay a pris le relais de son organisation afin de réaliser un véritable tour de force, cette fin de semaine.**

«On a été capable de faire en une semaine ce qui se fait habituellement en un an», explique l'organisateur, Gino Roberge. Le CSS Rives-du-Saguenay a été en mesure de trouver 145 bénévoles grâce au soutien, également financier, de ses partenaires. M. Roberge tient à remercier ceux-ci, qui ont voulu lever la main malgré le court délai imposé.

De nombreuses tâches attendaient l'équipe de l'organisation, puisqu'il fallait loger les 900 personnes attendues. Vendredi soir, après la fin des classes, les bénévoles ont aménagé en dortoir différentes pièces des écoles de l'Odyssée (Dominique-Racine et Lafontaine) afin de les accueillir convenablement samedi et dimanche. En plus du logement, ils devaient également se charger de l'alimentation, de la surveillance et de préparer les compétitions sportives au parc Saint-Jacques d'Arvida.

«C'est une très belle réussite», souligne Gino Roberge, «On est encore sur l'émotion du moment, mais je crois qu'on dormira bien ce soir. Les jeunes, dont certains finissants, ont pu prendre part à la compétition de calibre provincial et ils sont contents. C'est ça notre paye», ajoute-t-il.

Si les bénévoles et les partenaires ont été des alliés précieux pour le CSS, la météo a été une ennemie farouche, particulièrement dimanche. Elle n'a toutefois

pas été en mesure de diminuer le tour de force des organisateurs, qui n'ont annulé aucune épreuve, malgré le caractère extérieur du Championnat scolaire provincial d'athlétisme.

## La région sur le podium

La seule médaille d'or obtenue par un athlète du Saguenay-Lac-Saint-Jean a été récoltée par Thomas Côté au 800m de demi-fond, dans la catégorie juvénile.

Plusieurs médailles d'argent ont toutefois été mises au cou d'autres athlètes de la région. Xavier St-Onge (3000m de demi-fond; juvénile), Victoria Côté (1500m de marche olympique; cadet) et Florence Gagné (800m de marche olympique; benjamin) se sont tous mérité une deuxième place dans leurs épreuves respectives.

Les forces unies du porteur d'or, Thomas Côté, et du médaillé St-Onge ont été suffisantes afin d'acquérir une autre médaille d'argent pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, au relais 4X400m juvénile. Le quatuor était complété par Alexis Émond et Loïc Patry.

Ce dernier a, par ailleurs, livré une bonne performance lors de l'épreuve du 1500m demi-fond, qui lui a permis d'atteindre la troisième marche du podium. Une autre médaille de bronze a été obtenue par Laurence Rousseau, lors du 3000m de marche olympique juvénile.

# Des fugues à répétition à l'Équinoxe

Arianne Béland

Une unité du centre jeunesse située au centre-ville de Sherbrooke est aux prises avec de nombreuses fugues. En deux mois, l'unité Équinoxe comptabilise 68 fugues alors qu'elle en comptait 88 l'année dernière. Une situation jugée comme étant « préoccupante » par l'équipe.

L'unité Équinoxe se trouve dans l'ancien couvent de la rue Bowen Sud et héberge douze garçons âgés de 12 à 17 ans. Il s'agit d'un site complémentaire à l'établissement de Val-du-Lac.

C'est une unité ouverte où les jeunes peuvent sortir lorsqu'ils ont l'autorisation, mentionne la coordonnatrice des Centres jeunesse pour jeunes en difficulté d'adaptation au CIUSSS de l'Estrie-CHUS, Sarah Duford.

Comme rapporté dans la Tribune, samedi, l'organisation s'est dite préoccupée par les fugues qui y surviennent à répétition. Ça inquiète assurément les parents aussi parce qu'on doit les contacter dès qu'on a un jeune qui est en fugue. Sarah Duford mentionne qu'un jeune peut s'enfuir entre deux et trois heures en moyenne et qu'il existe différents types de fugues. On a des jeunes qui reviennent de l'école et qui n'ont pas nécessairement le goût de revenir à l'unité, qui ont le goût de rester avec leurs amis à l'école ou au parc et qui n'ont pas l'autorisation de le faire pour différentes raisons, explique-t-elle. On doit les considérer comme des fugues, donc on doit les déclarer aux policiers. On a d'autres jeunes qu'on sait que la fugue va être un moyen d'aller consommer au centre-ville avec des amis. Des jeunes, qui peuvent aussi être suicidaires et qui fuguent. On a des jeunes qui s'ennuient de leurs parents et qui cherchent à les retrouver.

Une citation de Sarah Duford, coordonnatrice des Centres jeunesse pour jeunes en difficulté d'adaptation au CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

Devant cette problématique, un agent de sécurité supplémentaire a été embauché sur le site Bowen. On a

aussi plusieurs actions en cours, en termes de programmation estivale, assure Sarah Duford.

Selon elle, améliorer le sentiment d'appartenance est la clé pour contrer ses fugues. On a plein de beaux projets sur la table à dessin, de bénévolat, d'implication dans la communauté et des projets intergénérationnels.

Prendre sa place dans la communauté

Autrefois à Val-du-Lac, l'unité Équinoxe se trouve au centre-ville depuis le 29 février. On a dû ouvrir de nouvelles unités, donc on a trouvé un nouveau site, qui est le site Bowen, mentionne la coordonnatrice. Pour nous, le site Bowen est un milieu normalisant pour nos jeunes.

C'est idéal de garder nos jeunes en milieu urbain, proche de la communauté, parce que ça nous permet aussi de les mettre en situation où on va davantage travailler avec eux, à les outiller. On vise éventuellement à ce qu'ils quittent nos centres jeunesse.

Une citation de Sarah Duford, coordonnatrice des Centres jeunesse pour jeunes en difficulté d'adaptation au CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

Le CIUSSS de l'Estrie-CHUS compte également mettre les infrastructures de la Ville à profit comme les pistes cyclables pour des sorties à vélo. Au niveau de la Ville, on est en contact avec elle pour utiliser leurs installations, faciliter les choses.

On va aller s'asseoir avec les policiers pour travailler nos collaborations et nos visions de la fugue, comment on peut mieux travailler avec eux.

Une citation de Sarah Duford, coordonnatrice des Centres jeunesse pour jeunes en difficulté d'adaptation au CIUSSS de l'Estrie-CHUS.

**le journal  
de montréal**

## « J'ai fait le tour du monde grâce à mes élèves

»

**Une pionnière de la francisation à Québec prend sa retraite à la fin de l'année**

DAPHNÉE DION-VIENS

Le Journal de Québec

La cloche sonnera pour une dernière fois à la fin juin pour Ginette Messier, qui a passé plus de 25 ans dans les écoles de Québec à enseigner le français à de jeunes immigrants à qui elle a permis de prendre racine dans leur pays d'adoption.

Maryna Karpenko, qui est d'origine ukrainienne, ne parlait pas un mot de français en 2014 lorsqu'elle a mis les pieds pour la première fois à l'âge de 14 ans dans la classe de Mme Ginette, à l'école secondaire Jean-deBrébeuf à Limoilou.

« Pas seulement moi, mais tous les élèves disaient que c'était la meilleure prof. Elle était toujours à l'écoute et tellement intéressante. [...] C'est grâce à elle que j'ai connu la culture québécoise », raconte Maryna.

« Elle crée des liens incroyables avec ses élèves et leur famille », ajoute une collègue enseignante, Mélissa Dumontier.

### UN COUP DE Foudre

Mme Ginette a eu le coup de foudre pour la francisation en 1997, lors de son premier contrat auprès de jeunes immigrants, après avoir enseigné le français au secondaire au programme régulier.

« Je suis tellement tombée en amour avec cette clientèle-là, raconte-t-elle. On les prend en charge quand ils ne peuvent même pas dire bonjour et ensuite, de les voir évoluer... c'est tellement gratifiant. »

Les familles sont aussi extrêmement reconnaissantes, ajoute-t-elle. Pendant l'entrevue avec Le Journal, la mère d'une élève d'origine colombienne est d'ailleurs venue lui offrir un cadeau, pour la remercier notamment des démarches qu'elle a faites afin que le père obtienne son statut de réfugié, après un refus.

### INTÉGRATION

Mme Ginette se trouve quant à elle bien chanceuse d'avoir pu côtoyer ces jeunes au quotidien. « J'ai fait le tour du monde grâce à mes élèves », lance-t-elle.

L'enseignante, qui a commencé à faire de la francisation à une époque où Québec était « très blanche et catholique », a connu les différentes vagues de réfugiés qui ont afflué dans la capitale selon les conflits.

Les services offerts aux élèves immigrants se sont développés, au fil des ans. Aujourd'hui, leur intégration se fait de façon beaucoup plus naturelle dans le milieu scolaire, souligne l'enseignante.

Les défis demeurent toutefois grands au quotidien, puisqu'enseigner en francisation exige une bonne dose d'adaptation.

Au début juin, alors qu'il ne restait qu'une dizaine de jours d'école, Mme Ginette a d'ailleurs accueilli une nouvelle élève dans sa classe qui ne parlait pas un mot de français, alors que les autres élèves apprenaient le subjonctif présent.

« On recule le train, on l'embarque et on repart », affirme l'enseignante en riant.

### UNE « TANNANTE » DEVENUE PROF

Grâce à son ancienne élève Maryna, qui vient de terminer des études en commerce à l'Université McGill, Mme Messier recevra à la fin juin un prix de la Fondation Loran, qui vise à récompenser les enseignants dont le soutien a profondément influencé le développement de ses élèves.

L'enseignante sait déjà que l'énergie des ados lui manquera, cette énergie propre à la jeunesse qui reste la même, peu importe le pays d'origine ou les années qui se succèdent.

Et qui sait où la vie les mènera. Adolescente, Ginette Messier n'aurait d'ailleurs jamais pensé que « la tannante à l'école » qu'elle était deviendrait un jour enseignante, et encore moins pendant trois décennies.

## Éducation

# Continuer la mission d'une prof «qui voulait changer le monde»

Par Daniel LeBlanc, Le Droit

«Elle était merveilleuse, elle aidait tout le monde quand quelqu'un avait besoin d'aide, elle avait un bon lien avec les enfants comme avec les adultes. Et quand il y a avait un problème, elle virait toujours ça en blague. Elle était superbe.»

Ces mots, ce sont ceux d'Audrey, une élève de cinquième année qui, comme une vingtaine de camarades de classe et des dizaines de membres du personnel de l'école de l'Escalade, à Gatineau, a vu son parcours scolaire être chamboulé par une nouvelle bouleversante en décembre dernier, au beau milieu de la grève générale illimitée des enseignants.

Preuve que la vie est si fragile, l'enseignante Manon Périard, 43 ans, s'est effondrée et est décédée subitement chez elle, avant d'aller rejoindre ses collègues sur une ligne de piquetage, qui l'attendaient à trois coins de rue, la croyant en retard.

«C'est sûr que quand je suis revenue en classe [en janvier, après le conflit de travail], j'ai eu un petit pincement au cœur. Je me souvenais qu'on avait fait une grande fête pour elle dans le local pour son anniversaire, le 20 novembre, ajoute la jeune fille. C'était donc étrange d'entrer et qu'elle ne soit pas là, ça m'a aussi donné un choc. Elle était en parfaite santé, n'avait pas de problèmes, c'est un peu irréel.»

Les larmes ont coulé, le deuil est encore frais, mais six mois plus tard, l'école et toute la communauté a pu prendre part dans les derniers jours à l'Escacourse, une tradition depuis plus d'une dizaine d'années à cette école primaire qui a pris un tout autre sens cette année. Cette fois, c'était au profit de trois causes: de l'aide humanitaire au Burkina Faso; l'organisme Deuil-Jeunesse, qui est venu en aide à certains enfants à la suite des événements; de même qu'à la fondation qui s'apprête à être créée et qui portera le nom de l'enseignante gatinoise.

Continuer sa mission

Pour son conjoint des dernières années, Éric Fortier, ce geste de faire œuvre utile était tout naturel pour les amis, collègues, membres de la famille et lui, étant donné qu'en plus de sa profession qu'elle aimait tant, celle «qui voulait changer le monde à sa manière» avait entamé des études en psychologie.

«C'est une idée [la Fondation] basée sur sa vision. Elle voulait surtout parfaire ses connaissances comme enseignante mais avec la psychologie, elle voulait aussi offrir un meilleur soutien aux élèves, parce que l'une des problématiques qu'elle voyait souvent, c'était justement le manque de ressources ou du moins la difficulté d'y voir accès [à des évaluations], que ce soit dans le système public ou au privé. Les délais sont extrêmement longs, raconte-t-il. Elle allait terminer l'année suivante et c'est un projet qui lui tenait beaucoup à cœur.»

Après réflexion, grâce à l'appui d'autres enseignants qui la côtoyaient de très près, l'idée de la mise sur pied d'une fondation a fait surface «pour transposer et garder vivante sa vision, respecter ses volontés pour les élèves», renchérit-il.

La vague de solidarité est telle que c'est l'un de ses anciens élèves, aujourd'hui jeune adulte, qui travaille sur le projet, pour lequel «on peaufine les dernières étapes».

«Manon était une prof d'exception ici, elle était toujours près de ses élèves, veillait à leur réussite, autant dans le présent, le futur que le passé. J'ai eu la chance de la côtoyer durant 15 ans, c'est devenu une très bonne amie depuis mon départ de l'école», relate Maxime Phillon.

Laisser un grand vide dans une école

William, qui était dans la classe de Mme Périard l'an dernier, avait la gorge nouée par l'émotion quelques minutes avant d'aller courir autour de l'école en son honneur.

«Je n'ai rien à redire sur elle, elle était vraiment sur la coche, comme on dit. La décrire, c'est facile parce qu'elle n'avait pas de défauts. Elle me manque beaucoup», dit-il.

Sonia Gauvin, amie et collègue de longue date, ne tarit pas d'éloges pour parler de la défunte qui ne laissait personne indifférent.

«C'était une personne joviale, qui aimait aider les autres, très agréable à côtoyer, elle était toujours là pour nous aider, elle adorait les sciences. Elle était toujours partante pour tous les projets. On a plusieurs rayons de soleil à l'école mais là il nous en manque un.»

— Sonia Gauvin, enseignante

Une autre collègue et fidèle amie depuis des années, Marie-Ève Caron, abonde dans le même sens.

«Ses élèves, elle les aimait d'un amour vraiment inconditionnel. Elle répétait toujours: quand tu es mon élève, tu l'es pour la vie. C'était le genre d'enseignante qui allait vérifier comment allaient ses anciens élèves dans ma classe de sixième année [rires], quelqu'un de pétillant», raconte-t-elle.

Les deux enseignantes, qui n'ont que de bons mots sur la façon dont on a été géré cet événement à l'école, avant, pendant et après le retour des élèves, se souviennent très bien de la triste matinée du 2 décembre.

«C'était vraiment difficile et en même temps un peu compliqué. On a alors fait une trêve de piquetage. La grève n'était plus importante, elle passait en second lieu. On a appelé la direction et on s'est recueilli, on a pu pleurer tous ensemble, explique Mme Gauvin. Et dans tout cela, c'est plate à dire, mais la grève nous a un peu aidés car le fait que les enfants ne sont revenus qu'en

janvier, cela a donné plus de temps pour faire le deuil, même s'il n'est pas complètement fait.»

Marie-Ève Caron, qui dit que la mobilisation a dépassé les murs de l'école pour donner un coup de pouce à la famille endeuillée, plaide qu'il a fallu trouver les mots justes pour parler aux élèves, surtout qu'Édouard et Laurence, les enfants de Mme Périard, fréquentent aussi l'école.

«J'ai pris le temps de leur dire que leur travail d'ami, c'était de continuer à s'amuser et d'écouter pour voir s'ils voulaient en parler», raconte-t-elle en enlaçant son élève, qui décrit sa mère comme «belle, généreuse et remplie de talents sauf en chant».

«Cette belle image au fond de nous»

Constater une telle vague de solidarité et d'empathie – une vigie à la chandelle a aussi eu lieu en décembre – fait dire à Éric Fortier que sa bien-aimée n'a pas quitté ce monde en vain, en quelque sorte.

«Ça fait du bien, parce que c'est une image qu'on veut continuer à pouvoir amener à chaque lendemain. Au décès de quelqu'un, souvent on va avoir cette belle image-là au fond de nous qui va rester, qu'on ne va pas oublier. Par contre, là on sera capable de poser une action comme celle-ci pour être capable de garder un nom, une vision, une image, sa bonté, soutient-il. En amenant un tel projet sur la table, je pense qu'on continue sur sa voie: celle de faire la différence dans la vie des gens autour d'elle.»

Au total, environ 31 000 \$ ont été amassés.

# LEDEVOIR

## Appel à la « vigilance » des parents

Zacharie Goudreault

L'école secondaire Père-Marquette, à Montréal, a envoyé un message aux parents des élèves pour les inciter à faire preuve de « vigilance ». Cet appel survient au moment où des « recruteurs » se tournent vers les réseaux sociaux à l'approche du week-end du Grand Prix pour inciter des jeunes à prendre part à des fêtes prestigieuses et luxueuses gratuitement où ils risqueraient de se trouver « piégés ».

Vendredi, le directeur de l'école située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, Éric Benoit, s'est fait contacter par une enseignante préoccupée. Celle-ci lui a indiqué avoir constaté l'existence de « plein d'invitations à des partys lancées de manière imprudente » sur les réseaux et qui sont « très alléchantes pour les jeunes ».

L'appel se veut « préventif » dans un contexte où, année après année, des organismes sont préoccupés par la prostitution juvénile qui survient dans le contexte du Grand Prix de Formule 1.

« Nous devinons que vous avez déjà la bonne habitude de surveiller les activités de vos enfants, mais nous vous invitons à faire circuler le mot auprès d'autres parents que vous connaissez afin de resserrer le filet de sécurité autour de nos enfants et de nous assurer que toutes les activités de réjouissance du week-end et du prochain mois s'inscriront au registre des souvenirs heureux », poursuit cet appel à la prudence.

Éric Benoit précise avoir décidé d'envoyer cette mise en garde de son propre chef, et non pas en concertation avec les autres écoles du Centre de services scolaire de Montréal.

Actualités locales

# Des jeunes de Girardville amassent près de 1750 \$ pour la Société canadienne du cancer

Par Guillaume Roy, Initiative de journalisme local

Dix-huit élèves de l'école Notre-Dame-de-Lourdes à Girardville ont réalisé un Vélo-Don pour amasser des fonds pour la Société canadienne du cancer. L'activité leur a permis d'amasser 1746,75 \$, une grande source de fierté pour tous les participants.

«C'est inspirant de voir de jeunes esprits se mobiliser pour une cause aussi noble que la lutte contre le cancer, souligne Annie Lemelin, la directrice de l'école. En s'impliquant de la sorte, ils démontrent leur sensibilité et leur désir sincère de faire une différence dans la société.»

C'est en lisant des histoires inspirantes de jeunes engagés que les élèves de l'école Notre-Dame-de-Lourdes à Girardville ont décidé de se mobiliser afin de devenir, eux aussi, une source d'inspiration.

Après des discussions de groupe, Nathan Bouchard, un des élèves de l'école, a proposé d'amasser des fonds pour la Société canadienne du cancer, car son grand-père a été emporté par cette maladie. Après son

témoignage, d'autres jeunes ont aussi révélé avoir des personnes touchées par le cancer dans leur entourage. «Ils ont voulu s'impliquer pour faire une différence à leur façon», explique Annie Lemelin.

Pour amasser des fonds, les élèves ont décidé de réaliser un Vélo-Don, c'est-à-dire une activité de vélo où ils pédalaient pendant une heure en échange des dons reçus pour leurs efforts.

L'activité a eu lieu le 5 juin en après-midi et les jeunes ont réussi à récolter un montant de 1746,75 \$ dans le cadre de cette première édition. «Les jeunes avaient pour objectif d'amasser 500 \$, alors ils étaient très surpris de voir un si gros montant. Je tiens à féliciter nos jeunes organisateurs pour leur initiative et leur détermination», a commenté la directrice, remerciant au passage le personnel qui a soutenu le projet, soit l'enseignante, Mélissa Grondin-Dion et l'animatrice de la vie étudiante, Karine Laliberté.

# Risque élevé de coqueluche dans la Capitale-nationale

DAPHNÉE DION-VIENS

Le Journal de Québec

La coqueluche joue les trouble-fête en cette fin d'année scolaire dans la Capitale-nationale, où toutes les écoles sont « à risque élevé » d'éclosion, indique la direction régionale de santé publique.

Depuis le 1er janvier, 124 cas de coqueluche, confirmés ou probables, ont été recensés dans la région. Une dizaine d'éclosions sont en cours dans les écoles et les services de garde, la majorité comptant moins de cinq cas, indique le CIUSSS de la Capitale-nationale.

Puisque toutes les écoles sont considérées « à risque élevé » d'éclosion, aucune lettre ne sera envoyée lors de nouveaux cas déclarés d'ici la fin de l'année scolaire, indique-t-on.

## ENCORE PLUS DE CAS SUR LA RIVE-SUD

L'augmentation des cas de coqueluche est aussi observée dans le reste de la province. C'est dans la

MRC de Lévis où la maladie est la plus répandue, avec 33 cas répertoriés à la fin mai, un chiffre qui a doublé en quelques semaines seulement.

La coqueluche est une maladie contagieuse qui provoque de sévères quintes de toux (voir détails plus bas).

Un enfant qui a la coqueluche doit être gardé à la maison pendant qu'il est contagieux, sauf au secondaire, où l'élève peut aller en classe s'il ne fait pas de fièvre, précise le CIUSSS de la Capitale-nationale, qui vient de modifier ses directives pour les adolescents en cette fin d'année scolaire.

Le port du masque est recommandé en cas de toux, indique-t-on. La coqueluche dure environ de 6 à 10 semaines.

## **QU'EST-CE QUE LA COQUELUCHE?**

### **Symptômes**

La maladie débute par un rhume (malaises, nez qui coule, yeux qui coulent et toux sèche) qui est suivi de secousses de toux persistantes et incontrôlables (souvent la nuit) qui peuvent se terminer par des vomissements.

### **Période de contagion**

La contagiosité dure jusqu'à trois semaines à partir du début de la toux sauf si un traitement antibiotique adéquat est donné (compter cinq jours de contagiosité après le début des antibiotiques).

### **Exclusion**

L'enfant qui a la coqueluche ne doit pas fréquenter son service de garde ou son école primaire pendant sa période de contagiosité.

Au secondaire, l'élève ou le membre du personnel qui a la coqueluche peut continuer à aller à l'école, sauf s'il fait de la fièvre. Le port du masque est recommandé en cas de toux.

SOURCE : CHUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE

# Des cas de coqueluche à l'école Paul-Hubert

Maladie des voies respiratoires causée par une bactérie



La cour intérieure de l'école Paul-Hubert de Rimouski (Photo courtoisie Centre de services scolaire des Phares)



Par **Alexandre D'Astous**

**La direction de l'école Paul-Hubert de Rimouski rapporte au moins trois cas de coqueluche dans son établissement.**

La coqueluche est une maladie des voies respiratoires causée par une bactérie. Elle peut se transmettre par de petites gouttelettes lorsqu'une personne malade tousse ou éternue.

« La maladie débute par un rhume, puis est suivie de secousses de toux persistantes et incontrôlables qui peuvent se terminer par des vomissements. Elle dure environ de six à 10 semaines. Les complications sont plus graves et fréquentes chez les enfants de moins d'un an », mentionne le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) du Bas-Saint-Laurent dans un courriel envoyé, vendredi, aux parents d'élèves fréquentant l'école Paul-Hubert.

## **Vaccination**

Selon le CISSS, le meilleur moyen pour éviter la coqueluche est la vaccination. La première dose de vaccin est prévue dès l'âge de 2 mois.

Les doses suivantes sont prévues à 4 mois, à 1 an et entre l'âge de 4 et 6 ans. La vaccination des femmes enceintes est aussi recommandée, idéalement entre 26 et 32 semaines de grossesse.

Cela permet de protéger le bébé au cours de ses premiers mois de vie. Il est possible qu'une personne vaccinée développe tout de même la coqueluche, bien que les symptômes de la maladie soient souvent moins graves.

Pour une meilleure protection, vous êtes encouragés à vous assurer que la vaccination de votre enfant est complète. Pour plus de précisions, veuillez communiquer avec le Centre local de services communautaires (CLSC) de votre territoire au 418-724-7204 poste 5475 ou avec Info-Santé en composant le 811.

### **Rester à la maison et consulter**

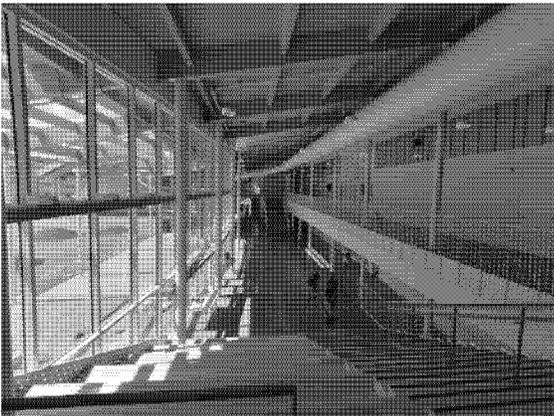
Une personne (vaccinée ou non) qui présente des symptômes de la coqueluche doit rester à la maison et consulter un médecin ou un CLSC.

« La présente lettre devrait être apportée au moment de la consultation. Elle orientera les interventions du médecin qui, au besoin, pourra recommander un test diagnostique et un traitement antibiotique », précise-t-t-on.

« Si des tests sont faits et s'ils confirment le diagnostic de coqueluche, le service de garde ou l'école devrait en être informé. Il est recommandé que la personne malade reste à la maison pendant cinq jours après le début du traitement ou, si elle n'est pas traitée, pendant trois semaines après le début de la toux », affirme l'Équipe de maladies infectieuses à la Direction de la santé publique du Bas-Saint-Laurent.

# Un Lab-école très impressionnant à Rimouski

480 élèves dans 25 classes attendus en septembre prochain



Vue d'une partie de l'intérieur. (Photo Alexandre D'Astous)



Par **Alexandre D'Astous**

**Le Lab-école de Rimouski, nouvellement nommé l'École du Boisé-des-Près, sera fin prêt à recevoir 480 élèves dans 25 classes pour la prochaine rentrée scolaire.**

Les membres de la presse rimouskoise ont pu visiter l'intérieur de l'école en primeur ce vendredi matin. Des classes et des aires d'apprentissage impressionnantes, malgré l'absence de mobiliers. Un bâtiment à la fine pointe et une cour extérieure où tout a été pensé en fonction du bien-être des jeunes et des apprentissages. Il y a même une terrasse extérieure.

Les 480 jeunes qui fréquenteront l'École du Boisé-des-Près proviennent en grande majorité des écoles des Sources de Saint-Anaclet-de-Lessard, du Grand Pavois et Élisabeth-Turgeon de Rimouski.

« L'école est presque prête à l'intérieur. Il reste des travaux à compléter à l'extérieur, mais tout sera fonctionnel pour la rentrée », assure le directeur, Michaël Fiola.

## **Une soixantaine d'employés**

La nouvelle école comptera une soixantaine d'employés, incluant les enseignants, le personnel de soutien et le service de garde.

« Nous aurons 28 enseignants titulaires, dont un en anglais, un en musique et deux en éducation physique, 22 éducateurs en service de garde et une dizaine de membres du personnel de soutien », indique monsieur Fiola.

Le Lab-école offre 11 communautés d'apprentissage, des espaces de collaboration, sept bibliothèques, une agora, un grand gymnase pouvant se séparer en deux et des laboratoires créatifs en sciences, cinéma et robotique et une salle de psychomotricité.

### **Première école climatisée**

Le Lab-école devient la première école climatisée du Centre de service scolaire des Phares grâce à 34 puits de géothermie, en plus d'avoir des planchers chauffants dans les classes de maternelle 4 et 5 ans.

« Les classes sont du côté nord du bâtiment, elles seront moins chaudes en journée », explique le directeur.

Comme dans tous les lab-écoles, on retrouve une cuisine pédagogique avec quatre îlots de travail.  
« Nous aurons des jardins dans des pots de fleurs et neuf pommiers qui produiront dans les prochaines années. Nous aurons un accès direct à la forêt,

Le Lab-école a nécessité un investissement de 44 M\$.

# Athlétisme scolaire | Trois élèves de Stratford s'illustrent

Alain Faucher



Adam Jacques, Logan Dufresne et Calypso Moisan Gracieuseté

André Garon

## Trois élèves de l'école Dominique Savio de Stratford se sont illustrés lors du championnat d'athlétisme des écoles de niveau primaire de la région de Québec et Chaudière-Appalaches.

Calypso Moisan et Adam Jacques se sont mérités deux médailles chacun. En catégorie moustique 6, Calypso Moisan s'est méritée l'or au saut en longueur en vertu d'une performance de 3,88 m, une avance de 24 cm sur la médaillée d'argent. Elle a aussi décroché le bronze à l'épreuve de 600 m grâce à un chrono de 2:04, 40 minutes.

Adam Jacques évoluait en catégorie novice 4 et s'est illustré aux mêmes épreuves. Il a décroché l'argent au saut en longueur avec un bond de 3,34 mètres et le bronze au 600 mètres grâce à un chrono de 2:08, 64 minutes.

Le trio était complété par Logan Dufresne, aussi en catégorie novice 4, qui s'est joint au groupe d'entraînement seulement trois semaines avant la tenue de ce championnat. Ce dernier a également bien fait en prenant la 5e position.

# Reprise du transport scolaire dans certaines villes de l’Estrie à compter de lundi prochain

Par Julie Meese

Jeudi, 6 juin dernier, les membres du Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus de l'Estrie-CSN et du Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus La Sapinière-CSN ont voté en faveur de leurs ententes de principe respectives lors d'assemblées générales.

« Aux Autobus de l'Estrie, nos taux horaires vont passer de 25,99 \$ à 31,06 \$ en 2027. Les membres ont exprimé leur satisfaction liée à ces nouveaux paramètres salariaux à hauteur de 79 % en assemblée générale, ce qui est tout de même un résultat convenable vu le lock-out imposé par l'employeur », souligne Darian Ramirez, président du syndicat.

« Pour notre part, le salaire horaire passera de 26,27 \$ à 32,14 \$ en 2028. Nos membres ont entériné l'entente de principe à 72 % en assemblée générale, cet après-midi. Les menaces de perte de circuits et le lock-out de l'employeur expliquent ce résultat », déclare Stephen P. Gauley, président du syndicat des Autobus La Sapinière.

« Je salue le courage et la détermination des membres dans un contexte de négociation très difficile. Ce n'est jamais simple ni facile de faire face à un employeur qui agit de la sorte. Vu le contexte, il est clair que les membres sont allés chercher le maximum qu'ils pouvaient », conclut Denis Beaudin, président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie-CSN.

Le transport scolaire reprendra donc dans à Sherbrooke ainsi que dans le Haut-Saint-François.

« Les parents des élèves du secondaire, des écoles primaires à vocation particulière de même que les écoles primaires véhiculées par le transporteur TRANSDEV (dont le transport était interrompu depuis le 22 mai dernier) pourront bénéficier comme d'habitude du transport scolaire à compter du 10 juin 2024 », peut-on lire dans un communiqué envoyé par le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS).

À noter que les Autobus des Cantons et les Autobus de Coaticook n'ont toujours pas réglé la situation.

# Le transport scolaire reprendra lundi dans l'ouest du Bas-Saint-Laurent

CATHERINE GOSSELIN

Les 2000 élèves de l'ouest du Bas-Saint-Laurent qui étaient privés de transport scolaire depuis près de trois semaines pourront à nouveau prendre l'autobus pour se rendre à l'école à compter de lundi matin.

Les centres de services scolaires de Kamouraska–Rivière-du-Loup et du Fleuve-et-des-Lacs indiquent que le transporteur Camille Mailloux RDL et ses employés, membres du Syndicat du transport de la région du Grand-Portage, sont parvenus à une entente, mettant ainsi fin à la grève des chauffeurs déclenchée le mois dernier.

Le président du Syndicat, Martin Plourde, indique que les membres ont voté à 90,2 % en faveur de cette entente qui sera valide jusqu'en 2028. M. Plourde se réjouit d'ailleurs pour les membres qui retourneront au travail.

La présidente du Conseil central du Bas-Saint-Laurent-CSN, Pauline Bélanger, explique que les négociations, qui portaient principalement sur les clauses salariales, ont porté fruit.

On a des augmentations qui varient, donc pour ceux qui font deux sorties par jour, c'est une augmentation de 20,1 %, et pour ceux qui en font trois, c'est 10,17 %. Ce sont des augmentations qui vont être rétroactives à 2023, indique-t-elle.

Mme Bélanger précise que le salaire hebdomadaire pour une personne qui fait deux trajets par jour passera de 562 \$ à 675 \$, alors que celui d'une personne qui effectue trois trajets passera de 703,46 \$ à 775 \$.

Les chauffeurs d'autobus ont également fait le gain d'une journée de maladie supplémentaire, applicable dès la prochaine année scolaire. Le taux horaire applicable pour les voyages spéciaux a lui aussi été augmenté.

Maintenant, c'est 26 dollars par heure, alors qu'avant, c'était plus proche d'une vingtaine de dollars, soutient Pauline Bélanger.

Malgré l'amélioration de leur convention collective, Mme Bélanger affirme que certaines demandes n'ont pas été satisfaites par l'employeur.

C'est sûr que lorsqu'on négocie, on a un cahier de demandes, et nous n'avons pas réussi à toutes les obtenir. Par contre, les gens étaient satisfaits au moment de voter, assure la présidente du Conseil central du Bas-Saint-Laurent-CSN.

## Retour au travail d'ici quelques heures

Martin Plourde et Pauline Bélanger souhaitent notamment remercier la patience des parents qui ont dû s'adapter afin d'assurer le transport des enfants à l'école.

Les chauffeurs vont être vraiment heureux de revoir les tout-petits comme les plus vieux et surtout de reprendre du service sans problème pour les cinq prochaines années avec cette convention, assure Mme Bélanger.

Vingt-six circuits d'autobus du Centre de services scolaire Kamouraska–Rivière-du-Loup et quatre circuits du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs étaient touchés par les moyens de pression.

Autobus Camille Mailloux RDL et Transport scolaire Sogesco n'ont pas répondu à nos demandes d'entrevue.

# Affrontement à l'école primaire à Sainte-Julie: des accusations pourraient être portées



Par Daniel Bastin



Des membres du personnel de l'école Le Rucher ont alerté les policiers après avoir été témoins d'une altercation entre les deux groupes de jeunes, le 5 juin. (Photo : Courtoisie)

À la suite de l'affrontement entre des élèves dans la cour de l'école Le Rucher à Sainte-Julie et des adolescents à proximité, un dossier sera soumis au procureur et des accusations pourraient être bientôt portées.

Des membres du personnel de l'établissement scolaire ont alerté les policiers après avoir été témoins d'une altercation entre les deux groupes de jeunes. Les présumés intimidateurs sont des adolescents qui se trouvaient dans une cour privée près de la cour de récréation de l'école primaire.

Ce sont ces membres du personnel qui auraient pu maîtriser l'altercation et mettre fin à l'affrontement, alors que les policiers sont intervenus à l'école primaire vers 14 h mercredi afin de rencontrer les témoins de l'événement. Des parents auraient indiqué à TVA Nouvelles qu'un des élèves était en possession d'un couteau. Trois adolescents auraient été ciblés à la suite de ces rencontres.

« Une fois l'enquête complétée, le dossier sera soumis à un procureur de la chambre de la jeunesse du district de Longueuil qui analysera le dossier afin de déterminer la nature exacte des accusations, s'il y a lieu », a indiqué au journal La Relève le sergent Jean-Luc Tremblay de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

## L'enseignante de Saint-Lazare, Martine Arpin, est décorée de l'Ordre de l'excellence en éducation



Courtoisie, Ministère de l'éducation du Québec

**Par Ginette Brisebois**

**C'est lors de la cérémonie officielle qui s'est tenue le 23 mai à l'Assemblée nationale que le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, et la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, ont décoré les nouveaux membres de la cinquième promotion de l'Ordre de l'excellence en éducation. Martine Arpin était l'une de ces personnes. Elle enseigne à l'école primaire L'Orée-du-Bois à Saint-Lazare et demeure à Coteau-du-Lac.**

Elle conjugue le verbe enseigner avec éloquence depuis plus de 20 ans. Enseignante engagée, elle a poursuivi sa formation jusqu'à New York dans le but d'améliorer ses méthodes d'enseignement. Son souhait : faciliter l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à ses élèves. Désirant partager ses compétences au-delà des murs de sa classe, elle a multiplié les canaux de communication et adapté plusieurs ouvrages pour favoriser le rayonnement des meilleures pratiques dans la francophonie et à l'international. Des États-Unis à la Suisse, en passant par la Belgique et le Liban, ses interventions ne connaissent aucune frontière!

Cofondatrice d'un blogue et d'une infolettre, elle considère l'enseignement à distance comme une belle occasion d'inspirer la communauté éducative. Son rôle de présidente de l'organisme *De mots et de craie* et la popularité des nombreuses émissions télévisées auxquelles elle participe témoignent de l'influence majeure qu'elle exerce dans le milieu de l'éducation.

Consultante, conférencière et formatrice, elle est citée à titre de référence en matière d'enseignement efficace de la littératie. En 2021, celle qui est aussi auteure d'albums de littérature jeunesse a remporté le prix Cécile-Gagnon de l'Association des écrivains québécois pour la jeunesse. Ainsi, les mots de Mme Arpin ont assurément le pouvoir de changer le monde.

L'Ordre, dont la devise est *Leur réussite, notre devoir*, vise à :

- reconnaître le mérite des personnes qui travaillent dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- valoriser les contributions locales, régionales ou nationales significatives des acteurs du système éducatif;
- contribuer au rayonnement du système éducatif.

## Des élèves de l'école Jeanne-Mance épatent par la qualité de leur français !

Éric Beaupré



Sur la photo, de gauche à droite, Léa-Rose Bélanger, Mme Marie-France Ouellet, enseignante à l'école Jeanne-Mance et Zoé Bolduc © Crédit photo SSJB / Tous droits réservés

La langue française reste bien vivante dans le cœur des jeunes, comme le démontrent des élèves de l'école Jeanne-Mance de Drummondville, récompensées par la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec (SSJBCQ). Léa-Rose Bélanger et Zoé Bolduc, toutes deux en 1re secondaire, se sont démarquées lors de la 18e édition du concours de création littéraire organisé par l'organisme.

### Un grand sentiment de fierté

Pour les deux meilleures amies dont la passion est le sport, il s'agit d'une reconnaissance qui fait du bien : « *Quand j'ai su que mon texte avait été sélectionné, j'ai ressenti beaucoup de surprise et de la fierté !* », lance Léa-Rose. **Son enseignante, Marie-France Ouellet, confiait que** la jeune élève avait multiplié les heures en périodes de récupération pour corriger son texte et l'améliorer. Zoé, pour sa part, ne s'attendait vraiment pas à ce que ses efforts dans l'écriture d'un texte soient récompensés à l'extérieur de son école : « *Au début, je ne savais pas que c'était un concours ! Quand mon enseignante m'a annoncé que mon texte avait été sélectionné, je ne m'y attendais vraiment pas et j'étais super contente !* », **confie-t-elle.**

En plus de voir leurs textes publiés dans un recueil de calibre professionnel, les deux jeunes écrivaines repartent avec un livre de l'auteur et illustrateur Jocelyn Jalette, un certificat et des bourses allant jusqu'à 200 \$.

## **Encourager les jeunes à bien écrire en français**

Pour la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec (SSJBCQ) encourager les jeunes à lire et à écrire en français est une priorité et l'organisme souhaite rallier des entrepreneurs à cette cause pour bonifier le concours et assurer sa pérennité. « *Ces jeunes entreront bientôt sur le marché du travail et feront rayonner la langue française dans tout ce qu'ils entreprendront. Les encourager, c'est aussi investir dans notre avenir à tous !* », lance le directeur général de la SSJBCQ, **M. Dominic Martin**.

Rappelons que la mission de la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec (SSJBCQ) est de promouvoir la langue française et la culture québécoise dans un esprit inclusif, afin d'en assurer le rayonnement dans notre région. Grâce à ses services d'assurance vie et d'assurance accidents qui sont devenus son principal moteur financier, cette entreprise d'économie sociale investit dans des événements et activités novateurs, éducatifs et culturels qui apportent une contribution précieuse à la vitalité de la langue française au Centre-du-Québec.

# Les bruits d'un chantier s'invitent dans une classe du primaire à Québec

Raphaël Beaumont-Drouin

Des écoliers d'une école primaire à Québec ont dû composer avec tout un vacarme causé par des travaux d'agrandissement lors de leurs examens ministériels.

Une enseignante a filmé le bruit assourdissant audible depuis sa classe.

Ça, c'est l'ambiance qui règne pendant les évaluations du Ministère!, souligne-t-elle dans une vidéo publiée sur le réseau social Meta. Mes élèves de 4e année sont d'une patience et d'une résilience hors du commun!

Plusieurs écoliers ont dû porter des équipements de protection auditive afin de ne pas être incommodés par le bruit.

De nombreux internautes ont critiqué l'intensité du bruit sur les réseaux sociaux.

## Travaux majeurs

L'école primaire Saint-Paul-Apôtre dans le quartier Limoilou fait l'objet de travaux d'agrandissement majeurs

qui visent à ajouter une dizaine de classes, un gymnase double et une salle à manger, notamment.

Le personnel et les parents ont été informés de la situation dès le début du chantier, écrit Marie-Claude Lavoie, porte-parole du centre de services scolaire de la Capitale, dans un courriel envoyé à Radio-Canada.

La direction compte demander à l'entrepreneur responsable du chantier de minimiser le bruit autant que possible lors des périodes d'examens.

Nous comprenons les inconvénients que cela peut engendrer. Bien que des mesures ont déjà été prises pour minimiser l'impact du bruit, la direction ajoutera des mesures supplémentaires pour s'assurer que les élèves feront leur examen dans les conditions les plus favorables possibles.

*Avec les informations de Marie-Claire Giffard*

*The Gazette*

## Another guilty plea in LBPSB breach of trust

POSTMEDIA NEWS

Naveen Kolan, who owned and ran the Edu Edge Inc. foreign student recruitment agency, has pleaded guilty to a charge of breach of trust in a case of forged documents at the Lester B. Pearson School Board, Quebec's UPAC anticorruption unit announced Thursday.

Caroline Mastantuono, the former head of the board's international department, pleaded guilty to forgery and trafficking or possessing a forged document.

According to a joint statement of facts, "Mastantuono instructed (LBPSB) staff to forge false receipts of tuition payment" for students from India so they could acquire a Quebec Acceptance Certificate and a permit to study in Quebec.

Edu Edge billed the board for recruitment commissions.

Section Jeunesse Desjardins

# La douceur bienveillante de madame Marie-Ève

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

HISTOIRE DE PROF / Qu'il soit 8 h, 10 h, ou encore 14 h, lorsque la cloche sonne pour annoncer le début des cours, l'enseignante de français Marie-Ève Savard est fidèle au poste... à la porte de sa classe pour accueillir comme il se doit ses élèves de première secondaire dans «sa maison».

«Moi j'ai toujours vu ça comme le fait de les accueillir dans ma maison. [...] Et ma classe, c'est comme avoir une très grande famille pour l'année, donc je vois ça comme un beau privilège et je veux en prendre soin parce qu'ils m'apportent vraiment beaucoup», avoue-t-elle tout naturellement.

«Sa maison» comme elle aime si bien la décrire, c'est en fait l'une des classes du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières où elle se déplace chaque jour afin de prendre soin de ses jeunes protégés de première secondaire pour qui elle avoue avoir eu un véritable coup de foudre avec les années.

«Je pense que c'est mon côté maternel qui ressort avec eux. J'ai aussi longtemps enseigné en troisième secondaire et j'adorais cette clientèle-là. [...] Mais avant ça, j'avais aussi travaillé au primaire et ça m'a fait vraiment découvrir ce passage-là, comment fonctionnaient les élèves au primaire par exemple», souligne la professeure qui cumule plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'enseignement.

**«Moi je me trouve vraiment sur mon X en première secondaire. J'ai l'impression que je sais d'où ils viennent, comment ils sont faits, alors on dirait que je suis de plus en mesure de les comprendre.»**

— Marie-Ève Savard

De la petite larme essuyée avant d'entrer en classe au comportement différent chez un élève, rien ne peut échapper à madame Marie-Ève, en quelque sorte!

**Participez à la conversation**Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

## Un pilier rassurant

D'ailleurs, lorsqu'elle dit qu'elle comprend bien les élèves qui viennent de faire le passage vers le

secondaire comme s'ils étaient ses propres enfants, l'enseignante n'aurait pu mieux dire puisqu'elle se met dans leur peau, littéralement.

**«Les craintes qu'ils ont quand ils arrivent en début d'année, par exemple pour le cadenas ou de devoir dîner avec les plus grands, ce sont en fait les mêmes que celles qu'on vivait quand nous on était au secondaire, donc j'essaie de les réduire parce que je sais ce que c'est.»**

— Marie-Ève Savard

Ainsi, au fil des années, Marie-Ève Savard est devenue en quelque sorte le pilier des élèves de première secondaire, celle vers qui on se tourne pour les questions techniques, mais aussi pour être rassuré.

**Officiellement, son titre est chef de niveau, mais pour l'enseignante, le contact humain et rassurant qu'elle peut offrir aux petits nouveaux depuis maintenant 17 ans va bien au-delà de ce titre officiel.**

«Les rendre à l'aise et adoucir les coins qui peuvent être plus difficiles lors de la rentrée, c'est ma priorité. Donc peut-être que je suis devenue une référence avec le temps, je ne sais pas. [...] Mais quand les élèves viennent rapidement vers moi quand ils ont des conflits ou des peines et qu'ils osent se confier à moi, ça me permet de croire que le lien de confiance est efficace», avoue-t-elle après un petit moment de réflexion.

## L'humour et la créativité au menu

Pour celle qui a encore la passion de l'enseignement même après plus de 20 ans de métier, enseigner le français est une chose, mais pour elle, il faut avant tout que les élèves aient du plaisir.

Une comptine pour apprendre le français ou encore des termes imagés comme la maman phrase ou le bébé phrase pour expliquer le concept de la subordonnée relative, tout est prétexte à apprendre dans l'humour dans la classe de madame Marie-Ève.

«Je dis à mes élèves que quand je n'ai pas de plaisir à apprendre, on dirait que j'ai de la difficulté, donc c'est pour ça que j'essaie toujours de trouver des façons qui

sont dynamiques et plaisantes pour leur enseigner le français. Je pense que c'est l'humour qui vient enrober tout ça et qui fait en sorte qu'ils ont le goût de retourner au cours de français par la suite», précise celle qui a toujours une pile de correction dans son sac à main, et même sous la main lorsqu'elle est chez la coiffeuse ou dans une salle d'attente.

D'ailleurs, si les comptines de Marie-Ève résonnent encore dans la tête des élèves longtemps après avoir quitté sa classe, elle n'hésite pas à renouveler son matériel continuellement.

«Je n'ai jamais refait la même chose chaque année. C'est variable pour le matériel, les approches et les projets que je fais. C'est sûr qu'on a nos *hits* qui reviennent d'une année à l'autre, mais je pense que je m'ennuierais si je refaisais la même chose», conclut-elle.

**Vous connaissez un enseignant ou un membre du personnel inspirant ? Écrivez-nous à [jeunesse@lenouvelliste.qc.ca](mailto:jeunesse@lenouvelliste.qc.ca)**

# Sainte-Flore: des élèves réalisent un calendrier historique au profit de leur école

Par Rosie St-André, Le Nouvelliste

Annexé à Shawinigan en 2002, le village de Sainte-Flore regorge d'histoire à travers les institutions qui s'y sont érigées au fil du temps. C'est dans cette optique que Héritage Sainte-Flore s'est penché sur les commerces pour son troisième calendrier historique, réalisé en collaboration avec des élèves de l'école primaire.

Un projet qui relie plaisir, apprentissage et fierté. «C'est une vingtaine d'élèves de l'école de Sainte-Flore, des élèves de 5e et 6e année, qui nous ont donné un coup de main pour écrire les textes de chaque mois là où est présenté un commerce», explique le fondateur de l'organisme, Daniel Arvisais.

«On a fourni les infos de base, on s'est assis, et c'est le cas de le dire, dans la classe avec eux autres deux fois, pour les diriger, les coacher, dans quelle direction on voulait aller.»

**«Ils nous ont pondu de beaux textes concernant le commerce du mois en question, de janvier à décembre. On a pris les textes tels quels et on les a simplement collés dans le calendrier.»**

— Daniel Arvisais, fondateur de l'organisme Héritage Sainte-Flore

Si les jeunes étaient autant motivés à participer, c'est non seulement car l'initiative les stimule, mais également parce que les retombées reviennent directement à eux. Chaque calendrier est vendu au coût de 10 \$, et tous les profits iront à leur école.

Si les 300 exemplaires se liquident d'ici janvier, c'est un montant de 3000 \$ qui sera versé. «On se sert du calendrier comme outil de levée de fonds [...] Ce qu'on fait en ce moment, c'est qu'on soutient les élèves de l'école de Sainte-Flore. [...] Ils ont besoin de bureaux et de chaises pour remplacer le mobilier.»

**Participez à la conversation**Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.

**Parmi ce qu'on retrouvera parmi les pages de ce calendrier 2025, on compte la nouvelle brasserie Flore sauvage, où le lancement a d'ailleurs eu lieu vendredi, mais également, le garage, l'école, la Crèmerie de Flore, le dépanneur Colibri, Tissus Berthiaume, et encore plus.**

On regroupe ainsi autant les commerces qui datent que ceux qui ont fait leur place dans les dernières années. Malgré l'implication des élèves de l'école, on peut tout de même se demander pourquoi elle figure parmi les 12 commerces mis en valeur... puisque ce n'en est pas réellement un, non?

«L'école de Sainte-Flore a une petite histoire elle aussi. Ce n'est pas un commerce, mais ils sont pas loin parce qu'ils ont une serre. Ils font pousser des fines herbes, des produits, des plantes, qu'ils vendent à la fin de l'année», explique Daniel Arvisais, qui ajoute que la plupart des jeunes sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans la serre.

**«Le feedback qu'on a eu, ç'a été assez extraordinaire. Dans les deux séances qu'on a faites sur place avec eux, il y avait beaucoup, beaucoup d'enthousiasme.»**

— Daniel Arvisais, fondateur de l'organisme Héritage Sainte-Flore

Et les retombées ne sont pas que monétaires pour les jeunes. «Il y a une appartenance au niveau de l'école. Il y a aussi la fierté de participer à un projet pour amener des sous à leur école», fait valoir le fondateur d'Héritage Sainte-Flore.

«Ils ont trouvé l'expérience intéressante de créer un texte autour de quelque chose.»

Il est possible de se procurer le calendrier directement à l'école de Sainte-Flore ou en communiquant avec l'organisme Héritage Sainte-Flore par téléphone au (819) 532-1968 ou par courriel pst@ste-flore.ca.

# La langue française mise en valeur à la Bibliothèque Armand-Frappier

PAR MARIO PITRE

**Plusieurs projets visant à mettre en valeur la langue française seront réalisés au cours de la prochaine année à la Bibliothèque Armand-Frappier, grâce à une importante aide financière accordée par l'Union des municipalités du Québec et le gouvernement du Québec via le programme Fous du français.**

C'est un montant de 92 000 \$ qui sera ainsi réparti à travers huit projets distincts réalisés par des organismes du milieu, pour permettre à tous les groupes d'âge d'en bénéficier.

## **Des initiatives pour tous les goûts**

Ces projets donneront lieu à de multiples activités : prêt de trousseaux thématiques permettant l'animation d'ateliers de littératie familiale parents-enfants pour les 0-5 ans, animation de visites d'élèves du primaire à la bibliothèque autour des œuvres d'auteurs québécois pour la jeunesse, baladodiffusion et création vidéo, atelier d'initiation aux cartes de hockey, partage de coups de cœur, exposition à la bibliothèque, cercles de lecture, conférences, animation dans les camps de jour et animation dans les parcs.

Pour réaliser ces nombreuses activités, la Bibliothèque Armand-Frappier établira une étroite collaboration avec l'ABC de la famille, le CRESO,

des écoles du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands et la Maison de la Jeunesse 12-17 de Valleyfield par l'entremise du AU180 (Milieu adapté de scolarisation).

Pour chacun de ces partenariats, les objectifs visés varieront, toujours en souhaitant encourager la fréquentation de la bibliothèque et valoriser la lecture! Les stratégies utilisées pour y parvenir seront adaptées en fonction des groupes d'utilisateurs ciblés.

## **Une offre culturelle enrichie**

Dès l'été 2024, la population pourra bénéficier d'une première bonification des activités offertes grâce à ce programme, à travers les Flâneries du dimanche organisées dans le cadre de la programmation culturelle estivale de la Ville. Les détails suivront à l'occasion du lancement de cette programmation le 13 juin prochain.

# Pour donner un peu d'air durant la rentrée scolaire

**Les familles en situation de faible revenu sont invitées à s'inscrire en ligne pour obtenir un soutien pour la rentrée scolaire 2024. Cette aide est accordée dans le cadre de « l'Opération Rentrée Scolaire », soutenue par l'organisme Le Support et un comité de partenaires. L'objectif est d'alléger le fardeau financier des familles à faible revenu lors de la rentrée scolaire.**

L'inscription aura lieu dès le 10 juin jusqu'au 5 juillet en ligne ([regionvic.to/operationrentreescolaire](https://regionvic.to/operationrentreescolaire)). Cette aide s'adresse aux résidents de Chesterville, Daveluyville, Ham-Nord, Maddington Falls, Notre-Dame-de-Ham, Saint-Albert, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Saint-Rémi-de-Tingwick, Saint-Rosaire, Saints-Martyrs-Canadiens, Saint-Samuel, Saint-Valère, Sainte-Clotilde-de-Horton, Sainte-Hélène-de-Chester et Victoriaville.

Au cours de la dernière année, l'Opération rentrée scolaire a permis d'offrir une aide financière pour l'achat de matériel scolaire à 420 élèves provenant de 15 municipalités. Le comité tient à remercier l'Association des familles monoparentales ou recomposées La Source, le Carrefour des générations du Grand Daveluyville, le Centre de services scolaire des Bois-Francis, le CAIBF, le Service d'entraide des Hauts Reliefs et le CIUSSS MCQ pour leur précieuse collaboration en soutien

aux familles lors des inscriptions des familles et de la distribution des bons d'achat.

D'autres formes d'aide accordées dans la région

Un soutien peut être accordé aux résidents de Kingsey Falls, Saint-Rémi-de-Tingwick, Sainte-Élisabeth-de-Warwick, Tingwick et Warwick par l'entremise du Centre d'entraide Contact de Warwick qui peut être joint au 819 358-6252.

Pour leur part, les résidents de Saint-Louis-de-Blandford et Saint-Norbert-d'Arthabaska peuvent recevoir un soutien provenant de l'organisme O.R.A.S.S.E. en composant le 819 364-3409.

Enfin, dans la région de L'Érable (à l'exception de Princeville), les familles en situation de faible revenu peuvent contacter l'organisme ORAPÉ au 819 362-0001.

# Des élèves du Boisé s'illustrent au concours de création littéraire de la SSJBCDQ

La langue française reste bien vivante dans le cœur des jeunes, comme le démontrent des élèves de l'école Le boisé de Victoriaville récompensés par la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec (SSJBCQ). Nathanaël Pineau, Alyssa Thériault, Jacob Labonté, Aurélie Bougie et Anthony Boutin se sont démarqués lors de la 18e édition du concours de création littéraire organisé par l'organisme.

Nourrir le sentiment de réussite chez les adolescents

Pour Jacob Labonté, élève de 4e secondaire, il s'agit d'une reconnaissance qui fait du bien. « C'était une bonne expérience apportée par notre professeure de français. J'ai vraiment aimé être nommé dans ma classe et que mon texte soit analysé par des gens qui l'ont noté et lui ont donné une valeur. Ça vient nourrir un sentiment de réussite personnelle dont on a tous un peu besoin », lance-t-il.

Ce grand gaillard dont le cœur balance entre la profession de réalisateur de cinéma et la médecine confie que l'écriture n'est pas un passe-temps pour lui, mais qu'il aime bien jouer avec les mots pour qu'ils soient goûteux à l'oreille. Voir son texte publié dans un recueil de calibre professionnel lui a fait plaisir. « Ça fait du bien de savoir qu'il y a des gens qui reconnaissent le talent des adolescents », ajoute-t-il.

En plus de voir leurs textes publiés, les jeunes écrivains repartent avec un livre de l'auteur et illustrateur Jocelyn Jalette, un certificat et des bourses allant jusqu'à 200 \$.

Encourager les jeunes à bien écrire en français

Pour la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec (SSJBCQ), encourager les jeunes à lire et à écrire en français est une priorité et l'organisme souhaite rallier des entrepreneurs à cette cause pour bonifier le concours et assurer sa pérennité. « Ces jeunes entreront bientôt sur le marché du travail et feront rayonner la langue française dans tout ce qu'ils entreprendront. Les encourager, c'est aussi investir dans notre avenir à tous », lance le directeur général de la SSJBCQ, Dominic Martin.

Rappelons que la mission de la Société Saint-Jean-Baptiste du Centre-du-Québec (SSJBCQ) est de promouvoir la langue française et la culture québécoise dans un esprit inclusif, afin d'en assurer le rayonnement dans notre région. Grâce à ses services d'assurance vie et d'assurance accidents qui sont devenus son principal moteur financier, cette entreprise d'économie sociale investit dans des événements et activités novateurs, éducatifs et culturels qui apportent une contribution précieuse à la vitalité de la langue française au Centre-du-Québec.

# Lancement d'un projet de centrale de prêt de vélos

PAR GHISLAIN ALLARD, JOURNALISTE

**Richmond — Le Conseil sport de loisir de l'Estrie s'associe à plusieurs partenaires de la MRC du Val-Saint-François, dans le cadre du lancement d'un projet pilote de centrale de prêt de vélos.**

Le lancement de ce projet pilote s'est déroulé la semaine dernière dans le stationnement adjacent au restaurant de la Vieille Gare de Richmond. Il s'est tenu en simultané avec d'autres activités voulant souligner le début de la saison de vélo 2024.

Gérée par la Maison de la famille Les Arbrisseaux, la flotte de vélos sera rendue disponible de façon gratuite à des organismes, comme des écoles ou des camps de jour, pour l'organisation d'activités prévoyant l'utilisation de vélos dans la MRC du Val-Saint-François. Une quarantaine de vélos sont ainsi disponibles.

« Il y a deux ans, le gouvernement et le ministère de l'Éducation ont annoncé qu'ils allaient injecter une somme de 4 M\$ pour encourager le sport et l'activité physique. C'est ce qui est à l'origine de ce projet pilote. Le Val-Saint-François était prêt à accueillir du matériel. C'est la Maison de la famille qui est donc gestionnaire de la flotte de vélos », raconte Marie-Claude Tardif, directrice générale de la Maison de la famille Les Arbrisseaux.

Ce déploiement se fera grâce à l'intervention des municipalités. « Elles se sont engagées avec leurs camions municipaux à transporter les vélos entre la Maison de la famille et le lieu où se tient l'activité. Par exemple, si une activité se tient à L'Odyssée à Valcourt, ce sont les autorités municipales qui seront appelées pour transporter la flotte de vélos. Nous avons des ententes avec la très grande majorité des municipalités en matière de transport », souligne Mme Tardif.

À l'heure actuelle, les instigateurs voient à la promotion du projet qui en est à sa toute première

année d'existence. Une phase 2 est prévue pour 2025. « L'été prochain, nous allons tenter de rendre accessible la flotte de vélo à l'ensemble de la population. Les familles désirant une journée de vélo pourront le faire en s'adressant à la Maison de la famille », de dire la directrice générale.

« En simultané, grâce aux projets structurants de la MRC, nous allons faire l'acquisition cette année d'autres vélos mieux adaptés à la clientèle des jeunes des écoles primaires », ajoute-t-elle.

Le projet de centrale de prêt d'équipements de vélo est une initiative visant à promouvoir une vie active et connectée au sein de la communauté du Val-Saint-François, en mettant à disposition une variété de vélos et d'accessoires adaptés à tous les âges et niveaux de compétence. De plus, il encourage la découverte active du territoire par le biais des nombreux parcours cyclables existants et d'activités organisées, incitant le cyclotourisme dans la région.

Plusieurs autres activités ont eu lieu, notamment la conférence « Le vélo comme mode de transport actif », un atelier de mécanique de vélo et des stands d'information tenus par les partenaires.

Cet évènement a été rendu possible grâce à la collaboration de l'ensemble du comité de pilotage du projet, formé du Conseil sport loisir de l'Estrie, de la Maison de la Famille Les Arbrisseaux, de la MRC du Val-Saint-François, du CIUSSS de l'Estrie-CHUS, du Centre de services scolaire des Sommets, de la Ville de Richmond, de la Ville de Windsor et d'Action Sport Vélo.

# Gala du RSEQ | Un sablon pour un élève-athlète de l'IESI

PAR SYLVAIN TURCOTTE

**Ismaël Fontaine, gagnant provincial dans la catégorie Élève-athlète masculin de niveau secondaire ayant démontré une persévérance académique et sportive, est accompagné des finalistes du RSEQ Côte-Nord, soit Mme Nadine Desrosiers, directrice du Centre de service scolaire de l'Estuaire (pour représenter l'école secondaire Serge-Bouchard et Jacob Lévesque), Marilou Dufour et Emy Poirier.**

**C'était soir de gala le 7 juin à Québec. Les élèves-athlètes et artisans du sport étudiant étaient sur leur 36 pour le Gala provincial du RSEQ. Un jeune de l'Institut d'enseignement de Sept-Îles est reparti avec les grands honneurs de sa catégorie.**

Ismaël Fontaine de l'école privée est le lauréat du sablon dans la catégorie *Élève-athlète masculin de niveau secondaire ayant démontré une persévérance académique et sportive*.

Le RSEQ Côte-Nord comptait des finalistes dans quatre autres catégories, mais il n'aura pas eu la main mise sur ces prix.

Les nominations nord-côtières étaient celles de Marilou Dufour (école Marie-Immaculée, Escoumins) pour *Élève féminine de 6<sup>e</sup> année ayant le mieux concilié le sport et les études*, de Jacob Lévesque (Polyvalente des Baies, Baie-Comeau) pour *Personne ayant le plus contribué au développement de saines habitudes dans son milieu de vie*, d'Emy Poirier (Polyvalente des Rivières,

Forestville) pour *Élève athlète féminine de 5e secondaire ayant le mieux concilié le sport et les études* et de l'école Serge-Bouchard de Baie-Comeau pour *École secondaire ayant le plus contribué au développement des activités physiques et sportives dans son milieu*.

Par ailleurs, le RSEQ Côte-Nord boucle sa saison 2023-2024 avec le Championnat provincial scolaire d'athlétisme qui a lieu cette fin de semaine à Chicoutimi. Il mise sur 52 athlètes. Le Centre de services scolaire du Littoral et la Polyvalente des Baies de Baie-Comeau sont fort représentés, avec respectivement 18 et 15 jeunes.

# Des investissements de 2,8 millions \$ à Princeville en mai

RÉDACTION

**Le Service de l'urbanisme de la Ville de Princeville rapporte l'émission de 74 permis et des investissements de 2,84 millions \$ pour le mois de mai.**

Des travaux de rénovation entrepris à l'école secondaire Sainte-Marie et au Centre aquatique régional de L'Érable ont contribué à ces résultats, tout comme la construction d'un immeuble de six unités de logement.

Dans le secteur institutionnel et gouvernemental, le Centre de services scolaire des Bois-Francis est allé de l'avant avec des travaux de rénovation à l'école secondaire Sainte-Marie. Évalués à 787 750 \$, les travaux permettront le remplacement des panneaux électriques, la rénovation d'un local ainsi que la réfection complète du revêtement de la toiture de l'école.

Pour sa part, le Centre aquatique régional de L'Érable a investi la somme de 250 000 \$. Il est prévu de réparer la dalle de béton du bâtiment, d'isoler les conduites de ventilation de la salle mécanique, de remplacer la porte d'entrée et le revêtement extérieur d'un mur.

Du côté industriel, des travaux de rénovation de 295 832 \$ seront réalisés à l'usine de l'entreprise Intral, située sur le boulevard Carignan Ouest. Les travaux permettront la réfection d'une partie de la toiture et diverses rénovations à l'intérieur de l'usine.

La performance enregistrée à Princeville en mai dernier fait en sorte que les investissements totalisent 17,91 millions \$ pour les cinq premiers mois de l'année. Depuis janvier, le Service de l'urbanisme a émis 156 permis et on rapporte la construction de 28 unités de logement. Pour la même période en 2023, les retombées atteignaient 9,8 millions \$ pour 164 permis émis. Il y avait alors 10 nouvelles unités de logement sur le territoire de Princeville.

# Saint-Hyacinthe veut partager la facture avec les autres municipalités de la MRC

PAR: SARAH-EVE CHARLAND

Les besoins en espace dans les écoles secondaires sont connus depuis quelques années sans toutefois obtenir l'aval du ministère de l'Éducation. En plus de la construction d'une nouvelle école secondaire, le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe

(CSSSH) prévoit d'acquérir l'aile Pratte du Séminaire de Saint-Hyacinthe. Pour la Ville de Saint-Hyacinthe, la facture liée à l'acquisition de ces immeubles est salée et doit forcément être partagée.

# Le DEP Mécanique automobile dans Charlevoix recrute !

RÉDACTION

**Le diplôme d'études professionnelles (DEP) en Mécanique Automobile ouvre une nouvelle cohorte le 27 août prochain à La Malbaie ! Le programme représente une opportunité exceptionnelle pour quiconque souhaite s'engager dans une carrière dynamique et très en demande. Ce programme de 1800 heures en enseignement individualisé est très apprécié des élèves pour sa flexibilité, la qualité de ses apprentissages, ses professeurs passionnés et ses locaux tout équipés. En plus de former des candidats très convoités sur le marché du travail, la formation a su s'adapter aux besoins individuels des élèves.**

## Progression accélérée

Grâce à l'enseignement individualisé, les élèves peuvent progresser à leur rythme. Ceux qui maîtrisent rapidement les compétences nécessaires peuvent avancer plus vite dans le programme, permettant ainsi de terminer la formation en moins de temps que prévu. Cette flexibilité est idéale pour les personnes motivées et désireuses de commencer à travailler rapidement.

## Alternance travail étude

La formation offre également la possibilité d'une alternance travail-études. Cela permet aux élèves de combiner leurs études avec une expérience de travail pratique, leur donnant l'occasion d'appliquer immédiatement les compétences acquises en classe dans un environnement réel. Cette approche pratique enrichit l'apprentissage et rend les élèves plus attractifs pour les employeurs dès leur sortie de l'école.

## Reconnaissance des acquis possible

Pour ceux qui possèdent déjà une certaine expérience en mécanique automobile, le programme offre aussi la possibilité de reconnaissance des acquis. Cela signifie que les compétences et les connaissances déjà acquises peuvent être prises en compte, permettant ainsi de réduire le temps et les efforts nécessaires pour obtenir le diplôme. C'est une excellente option pour les personnes ayant déjà

travaillé dans le domaine et souhaitant formaliser leurs compétences pour améliorer leurs perspectives de carrière.

Le marché de l'emploi très en demande

Les diplômés en mécanique automobile sont actuellement très en demande dans le secteur. Avec l'évolution constante de la technologie automobile et l'augmentation du nombre de véhicules sur la route, les compétences en mécanique automobile sont essentielles. Les employeurs recherchent activement des professionnels qualifiés pour maintenir et réparer les véhicules, garantissant ainsi une employabilité élevée et des perspectives de carrière solides pour les diplômés de ce programme.

Le DEP Mécanique automobile recrute

Le 27 août 2024, Avise centre de formation Charlevoix ouvre une nouvelle cohorte pour le DEP Mécanique Automobile. Ce programme offre tous les outils et les opportunités pour réussir! Contactez Avise Centre de Formation Charlevoix pour plus d'informations et lancez votre parcours vers une carrière prometteuse dans la mécanique automobile. Par téléphone au 418-665-4487 poste 3307 ou par courriel à [brigitte.leblond@csscharlevoix.gouv.qc.ca](mailto:brigitte.leblond@csscharlevoix.gouv.qc.ca), on vous attend !

## Cerfs prolonge son processus de candidature

**XAVIER DEMERS**

[xdemers@journalleguide.com](mailto:xdemers@journalleguide.com)

**ÉDUCATION.** Le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs poursuit sa période de mise en candidature pour un des postes de son conseil d'administration. Les intéressés auront donc jusqu'au 7 juin, 16h, pour se porter candidat.

Le siège est réservé à un membre de la communauté issue du monde municipal, de la santé, des services sociaux ou des affaires et est adjoint d'un mandat de deux ans.

Val-des-Cerfs avait annoncé en avril le début de sa période de mise en candidature pour dénicher un total de quatre membres de son conseil d'administration. Le CSS indique que ce processus est maintenant complété.

Des formulaires interactifs sont disponibles sur le site internet du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs. Les candidats doivent par la suite envoyer leur dossier par courriel au [candidaturesCA@cssvdc.gouv.qc.ca](mailto:candidaturesCA@cssvdc.gouv.qc.ca).

La personne sélectionnée sera dévoilée au plus tard le 15 juin.

# terrain de soccer synthétique à l'école

**HUBERT LAPOINTE**

hlapointe@beaucemedia.ca

**SAINTS-ANGES.** Une partie de la cour de l'École primaire des Saints-Anges manquait un peu d'amour. En en ayant plein en réserve, la communauté a décidé de se relever les manches afin d'y aménager un terrain de soccer synthétique. En place depuis le mois d'octobre après environ 3 ans de travail, la nouvelle infrastructure a été inaugurée le mardi 28 mai dernier.

« Il y a beaucoup de sport pratiqué ici. Ça va servir! [...] Les saines habitudes de vie font partie des valeurs de l'école », a commenté Mélanie Leclerc, directrice de l'institution qui compte 125 enfants.

Qui plus est, Mme la directrice a soulevé la bonne dimension de l'aire de jeu pour un terrain scolaire. Le tout vient donc parfaitement compléter selon elle les installations de la Municipalité et du terrain de jeux.

Mentionnons que le projet, environnant les 115 000 \$, a profité de coups de pouce de la Fondation Bob Bissonnette (4000 \$) et de la Caisse Desjardins de La Nouvelle-Beauce (10 000 \$).

« Je suis super contente. Le comité de parents aime ça quand c'est dynamique! C'est un beau projet positif », a appuyé Annie Lagrange, présidente du comité de parents et présidente du conseil d'établissement.

« Je tiens à féliciter l'équipe-école pour leur travail et à remercier les parents, la communauté et les partenaires qui se sont associés au

projet. Une cour d'école adaptée aux besoins des élèves est un atout important dans leur réussite », d'ajouter Karina Roy, directrice générale adjointe du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE).

Après un botté protocolaire par l'élève de troisième année James Sebastian Guzman Herrera, naturellement, c'est par un match élèves-professeurs que le terrain a été inauguré. Aux curieux, avant que la pluie ne vienne compromettre la partie, ce sont les élèves qui menaient la danse par la marque de 1 à 0.

# La CSN dépose une plainte contre le maire

**FRÉDÉRIC DESJARDINS**

[fdesjardins@leclaireurprogres.ca](mailto:fdesjardins@leclaireurprogres.ca)

**TRAVAIL.** Claude Morin, maire de Saint-Georges, se présentera le 6 juin devant le Tribunal administratif du travail (TAT). Cela fait suite à une plainte du Conseil central Québec-Chaudière-Appalaches (CSN) et des syndiqués grévistes du Service des loisirs et de la culture.

Le maire en a fait allusion au sujet le lundi 27 mai, lors de la dernière séance du conseil municipal. Il était questionné par une citoyenne sur l'espoir de mettre rapidement fin à la grève générale illimitée.

« Personnellement, je ne peux pas répondre. Je suis convoqué devant le tribunal suite à mes déclarations », a dit M. Morin, faisant référence à la précédente séance du conseil (13 mai).

Au terme de cette assemblée, il avait dévoilé publiquement des détails sur les offres de la Ville auprès des syndiqués. Estimant que la population était prise en otage, Claude Morin avait mentionné recevoir des appels d'appui contre la grève.

Le dossier étant judiciairisé, le maire ne pouvait en dire davantage. Pendant la période de questions, des citoyens ont démontré leur ras-le-bol face à la grève illimitée déclenchée le 2 mars, notamment par rapport à la fermeture des piscines extérieures et jeux d'eau.

Les syndiqués, pour une première fois, brillaient par leur absence devant les élus. Selon le directeur général Claude Poulin, les cartes loisirs déjà émises seront prolongées en temps et lieu, en compensation des mois perdus liés à la grève.

## AUTRES SUJETS

Le conseil municipal a résilié deux contrats par résolution. La première entente concernait l'Escouade Canine MRC, qui devait se terminer en novembre 2025. La ville de Saint-Georges cherche toujours une alternative pour assurer le contrôle animalier et l'administration de sa réglementation.

En raison de divers manquements, les élus ont mis fin au contrat de Sécurité 35 inc. pour le contrôle des infractions en matière de stationnement. L'entente initiale devait se conclure le 20 novembre prochain. Le conseil n'a pas annoncé le lancement d'un nouvel appel d'offres pour faire respecter les durées de stationnement sur son territoire, notamment au centre-ville.

La ville de Saint-Georges autorise l'aménagement d'une piste d'hébertisme au parc Caron, par le Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE). Celle-ci sera cédée à la Ville après son ouverture, cette dernière versant une aide financière de 25 000 \$ afin de concrétiser le projet.

Céline Veilleux, résidente de Saint-Georges, a encore signalé son opposition au règlement permettant d'augmenter les hauteurs maximales des bâtiments sur la 1<sup>re</sup> Avenue, entre le centre sportif Lacroix-Dutil et la 114<sup>e</sup> Rue, jusqu'à six ou neuf étages. La consultation publique s'est déroulée du 22 avril au 13 mai.

« Nous devrions avoir une stratégie pour trouver un quartier où placer ces édifices. [...] Ce règlement va modifier la vue sur la côte du Séminaire et emmurer un quartier », dénonçait-elle, la Ville répliquant n'avoir reçu aucune autre plainte sur ce projet de règlement.

# La construction de l'école va bon train

---

ADAÉE  
**BEAULIEU**

abeaulieu@lecourrierqc.ca

---

Alors que l'année scolaire tire à sa fin, les travaux de construction de la nouvelle école de Lefebvre qui ont débuté en octobre sont sur la bonne voie et les échéanciers sont respectés, selon le Centre de services scolaire des Chênes.

Rappelons que l'ouverture est prévue au plus tard à la rentrée 2025 et que, d'ici là, les élèves ont été relocalisés à l'école Saint-Jean à Wickham.

Déjà après six mois, en mars, la démolition de l'ancienne école Sainte-Jeanne-d'Arc avait été complétée. La structure du bâtiment devait commencer à être montée après que l'entrepreneur eut pris une pause à l'hiver en attendant de la recevoir. Les travaux pour les services souterrains devaient aussi débiter au printemps.

C'est maintenant chose faite alors que les dalles de la fondation sont coulées et que le toit est installé. La cabane à patins ainsi que le bâtiment de traitement d'eau sont aussi en cours de construction. Cet été, les murs seront fermés et les divisions seront montées. La mécanique et l'électricité seront également installées.

# Expo BBQ mise sur un renouvellement

**ERIC GOURDE**

egourde@icimedias.ca

**TOURISME.** Une quarantaine de personnes ont répondu à l'invitation du conseil d'administration d'Expo BBQ Bellechasse qui souhaitait prendre le pouls de ses membres sur le litige impliquant actuellement l'organisme et le Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud en vue de la fin du bail emphytéotique liant les deux organisations, dont l'échéance est prévue le 31 décembre prochain.

Selon la loi, le Centre de services scolaire deviendrait propriétaire des bâtiments, construits par l'exposition agricole, mais érigés sur des terrains lui appartenant le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les discussions entre les deux organisations se sont amorcées en février dernier, mais tournent autour de la location des espaces aux termes du bail et non d'un renouvellement.

L'organisation de l'Expo a réitéré ses inquiétudes devant ses membres sur certains éléments qui, selon elle, indiquent clairement les intentions du Centre de services scolaire. La valeur marchande des bâtiments en place, le terme « transition » utilisé dans une correspondance, l'absence d'un véritable projet touchant les terrains visés et l'incertitude entourant la pérennité de l'activité ont laissé plusieurs personnes perplexes pendant l'assemblée. Pour plusieurs, l'enjeu actuel n'en est pas un d'affaires, mais plutôt politique.

Un comité dédié uniquement aux réflexions

entourant l'avenir de l'activité et les négociations avec le Centre de services scolaires a ainsi été mis sur pied et aura à travailler d'abord sur une reconduction pure et simple du bail emphytéotique d'une durée de 25 ans, avec possibilité d'un renouvellement pour 25 années supplémentaires à la suite d'une résolution adoptée par l'assemblée.

Pour le président d'Expo BBQ, Roch Roy, ce mandat était celui souhaité par l'organisation. « C'est la bonne façon de faire, car si on accepte une entente comme celle proposée par le Centre de services scolaire, on pourrait perdre tous nos actifs du jour au lendemain, se faire sortir de nos bâtiments, nous n'aurons plus de revenus et si c'est le cas, nous sommes voués à disparaître. »

Selon lui, les ententes actuelles sont le monde idéal pour chacune des parties. « Ça assurerait la pérennité de l'expo, ce serait aussi bon pour le Centre de formation agricole, car c'est de la formation pour nos jeunes agriculteurs dans l'avenir, et tout ça viendrait sécuriser le milieu et assurer les retombées dans l'ensemble de la région. »

## LA FIN DE L'EXPO ?

Présent à la rencontre, le maire d'Honfleur et préfet de la MRC de Bellechasse, Luc Dion, fera partie du comité et insiste sur les retombées régionales de l'événement. « C'est gros, Expo BBQ. Il faudra se pencher là-dessus chez les élus c'est certain. Ça m'affecte beaucoup comme producteur agricole de voir ce qui se

passé. Depuis que je suis tout jeune qu'on vient à l'Expo. Je suis sûr qu'on réussira à s'entendre avec le Centre de services scolaire. Il reste encore un peu de temps. »

L'organisation d'Expo BBQ mise donc sur une prochaine rencontre avec la députée de Bellechasse, Stéphanie Lachance, pour faire avancer les choses, insiste Roch Roy. « C'est notre plan A. Nous avons d'autres choses en tête pour la suite, advenant que nos premières démarches ne fonctionnent pas, mais ce sera discuté avec le comité mis sur pied ce soir. Si rien ne s'est passé en septembre, nous aurons le choix de démanteler nos bâtiments et mettre un terme à l'exposition. Ce n'est pas ce que l'on souhaite, mais ce n'est pas exclu. »

Cette première échéance de septembre peut sembler un peu tardive, mais l'organisation souhaite bien faire les choses, tout en préparant la prochaine exposition qui doit avoir lieu dans quelques semaines à peine. « On travaille tous les jours là-dessus. Cette année, notre expo sera supérieure à celle de l'an dernier. Nous avons davantage d'exposants, notre programmation est prête et semble plaire à bien des gens. Il n'est pas question de présenter l'événement de cette année comme si c'était le dernier, loin de là », jure-t-il en terminant.

**Communiqué (s)**

# Adoption du projet de loi 45 : des avancées majeures en matière de protection de la sécurité et de l'intégrité dans le milieu du sport et du loisir au Québec

7 juin 2024, 14 h 00

Mise à jour : 7 juin 2024, 15 h 19

Publié par : [Cabinet de la Ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air \(https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx\\_solr\[filter\]\[\]=cabinets\\_et\\_pm:4295\)](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=cabinets_et_pm:4295)

[Éducation \(https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx\\_solr\[filter\]\[\]=themes:169\)](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=themes:169)

Partager



(<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/adoption-du-projet-de-loi-45-des-avancees-majeures-en-matiere-de-protection-de-la-securite-et-de-lintegrite-dans-le-milieu-du-sport-et-du-loisir-au-quebec-56504#>) 

(<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/adoption-du-projet-de-loi-45-des-avancees-majeures-en-matiere-de-protection-de-la-securite-et-de-lintegrite-dans-le-milieu-du-sport-et-du-loisir-au-quebec-56504#>) 

(<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/adoption-du-projet-de-loi-45-des-avancees-majeures-en-matiere-de-protection-de-la-securite-et-de-lintegrite-dans-le-milieu-du-sport-et-du-loisir-au-quebec-56504#>) 

(<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/adoption-du-projet-de-loi-45-des-avancees-majeures-en-matiere-de-protection-de-la-securite-et-de-lintegrite-dans-le-milieu-du-sport-et-du-loisir-au-quebec-56504#>)

QUÉBEC, le 7 juin 2024 /CNW/ - La ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, M<sup>me</sup> Isabelle Charest, est fière d'annoncer que le projet de loi n<sup>o</sup> 45, *Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports*, a été adopté aujourd'hui par l'Assemblée nationale.

Au cours des dernières années, plusieurs mécanismes ont été mis en place afin de garantir un environnement sain et sécuritaire à tous les participants à des activités sportives et de loisir. D'importantes modifications législatives étaient toutefois nécessaires pour permettre d'adapter la présente *Loi sur la sécurité dans les sports* aux nouvelles réalités. Le projet de loi n<sup>o</sup> 45 proposait entre autres de :

- renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports, particulièrement celle des jeunes et des personnes handicapées;
- prévenir toute forme de violence, notamment sexuelle;
- veiller à ce que ces milieux prennent les moyens raisonnables pour assurer un environnement sain et sécuritaire;

- favoriser les dénonciations d'actes de violence en assurant notamment l'indépendance et l'efficacité du processus de traitement des plaintes.

Pour ce faire, il était nécessaire de procéder à :

- **l'élargissement** du champ d'application de la loi au domaine du loisir;
- **la création** d'un organisme autonome et externe de traitement des plaintes propre au milieu du loisir et du sport et désigné « **Protecteur de l'intégrité en loisir et en sport** »;
- **l'introduction d'obligations en matière de déclaration et de vérification des antécédents judiciaires** pour assurer que les personnes appelées à œuvrer auprès de personnes mineures ou handicapées ou à être régulièrement en contact avec elles n'ont pas d'antécédents en lien avec les fonctions susceptibles de leur être confiées;
- **l'ajout de pouvoirs d'intervention à la ministre**, dont des pouvoirs d'ordonnance;
- **l'introduction d'infractions particulières et d'amendes** relatives à celles-ci ainsi que la modification du montant des amendes existantes.

Le déploiement de ces nouvelles mesures sera rendu possible grâce à des investissements de 29,7 millions de dollars sur les cinq prochaines années, dont une aide financière annuelle de 4,7 millions de dollars afin de soutenir financièrement les organismes visés par les nouvelles dispositions obligeant la vérification des antécédents judiciaires.

### **Citation :**

« Le Québec est un leader au pays en matière de protection de la sécurité et de l'intégrité en milieu sportif. Aujourd'hui, on vient réaffirmer et consolider notre position, notamment en élargissant le champ d'application de ces mesures de sécurité et de prévention au milieu du loisir. Depuis mon arrivée en poste, j'ai fait de cette question ma priorité. Dans mon parcours d'athlète, j'ai eu la chance d'avoir une expérience positive. Je sais cependant que ce n'est malheureusement pas le cas pour tous les athlètes. Je demeure convaincue que le sport et le loisir peuvent être formateurs pour les jeunes. Les mesures que l'on vient mettre en place avec l'adoption de ce projet de loi nous permettront de resserrer les mailles du filet de sécurité autour des participants à des activités de sport et de loisir, peu importe leur rôle ou leur âge. J'aimerais remercier sincèrement les collègues des oppositions, nommément les députés de Marquette et de Rosemont, pour leur précieuse collaboration tout au long de ce processus. »

*Isabelle Charest, ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air*

### **Faits saillants :**

- La [Loi sur la sécurité dans les sports](https://www.education.gouv.qc.ca/athletes-entraîneurs-et-officiels/reglements-et-securite/securite-integrite-et-ethique/reglementation/loi-sports/) (LSS) a été sanctionnée le 21 décembre 1979.
- En amont de la détermination des orientations et de la rédaction de ce projet de loi, des consultations ont été effectuées sur les différents enjeux auprès de plusieurs experts, ministères,

organismes et partenaires du milieu.

- Des ressources sont actuellement offertes aux victimes de violence dans les loisirs et les sports, notamment :
  - [Je porte plainte](https://www.associationsquebec.qc.ca/uploads/plainte/FichePolitiqueInte%CC%81grite%CC%81-v6-rlsq.pdf) [↗](#)  
(<https://www.associationsquebec.qc.ca/uploads/plainte/FichePolitiqueInte%CC%81grite%CC%81-v6-rlsq.pdf>)
  - [Ligne d'aide : Sport'Aide](https://sportaide.ca/) [↗](#) (<https://sportaide.ca/>)
  - [SportBienetre.ca](http://www.sportbienetre.ca/) [↗](#) (<http://www.sportbienetre.ca/>)
  - [Chaire de recherche sur la sécurité et l'intégrité en milieu sportif](https://sims.chaire.ulaval.ca/) [↗](#)  
(<https://sims.chaire.ulaval.ca/>)
  - [Protocole de gestion des commotions cérébrales pour le milieu de l'éducation et dans le cadre d'activités récréatives et sportives](http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/loisir-sport/Protocole_de_gestion_des_commotions_cerebrales_FR.pdf) [↗](#)  
([http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/loisir-sport/Protocole de gestion des commotions cerebrales FR.pdf](http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/loisir-sport/Protocole_de_gestion_des_commotions_cerebrales_FR.pdf))

## Liens connexes :

### Sport, loisir et plein air

<https://www.facebook.com/auqconbouge/> [↗](#) (<https://can01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.facebook.com%2Fauqconbouge%2F&data=05%7C01%7CAnne-Marie.Durocher%40education.gouv.qc.ca%7Ce3641f93a8e243f425d508db31548515%7C2ce8fc18a5b048ec9200287a89068904%7C0%7C0%7C638158011297261542%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWljoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzliLCJBTil6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=GVFkgACa4%2FRKbipWxUnjCBI90kbshLm9V4W5WaNXOP4%3D&reserved=0>)

### Éducation :

<https://www.facebook.com/quebeceducation> [↗](#) (<https://www.facebook.com/quebeceducation>)  
<https://twitter.com/EducationQC> [↗](#) (<https://twitter.com/EducationQC>)  
<https://www.linkedin.com/company/339645> [↗](#) (<https://www.linkedin.com/company/339645>)  
<https://www.youtube.com/channel/UCgcPCv5VQhsAY3vNNoH6Zrw> [↗](#)  
(<https://www.youtube.com/channel/UCgcPCv5VQhsAY3vNNoH6Zrw>)  
[https://www.instagram.com/education\\_qc/](https://www.instagram.com/education_qc/) [↗](#) ([https://can01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.instagram.com%2Feducation\\_qc%2F&data=05%7C01%7CAnne-Marie.Durocher%40education.gouv.qc.ca%7Ce3641f93a8e243f425d508db31548515%7C2ce8fc18a5b048ec9200287a89068904%7C0%7C0%7C638158011297261542%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWljoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzliLCJBTil6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=BZIGDuI%2BMzwEVWDN6zoJrRz%2BxS88qXT2A%2Fycgm81zzw%3D&reserved=0](https://can01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.instagram.com%2Feducation_qc%2F&data=05%7C01%7CAnne-Marie.Durocher%40education.gouv.qc.ca%7Ce3641f93a8e243f425d508db31548515%7C2ce8fc18a5b048ec9200287a89068904%7C0%7C0%7C638158011297261542%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWljoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzliLCJBTil6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=BZIGDuI%2BMzwEVWDN6zoJrRz%2BxS88qXT2A%2Fycgm81zzw%3D&reserved=0))

• Consulter le contenu original :

<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/June2024/07/c2461.html>  
(<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/June2024/07/c2461.html>)

# Négociation des enseignants - La FSE-CSQ et l'APEQ signent les ententes nationales

---

NOUVELLES FOURNIES PAR

**Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) →**

08 juin, 2024, 15:16 ET

---

QUÉBEC, le 8 juin 2024 /CNW/ - La Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et l'Association des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ) ont procédé aujourd'hui à la signature, avec la partie patronale, de l'entente nationale sur les conditions de travail des enseignantes et enseignants qu'elles représentent. Son entrée en vigueur est demain, le 9 juin, ce qui permet de préparer dès que possible la prochaine année scolaire. Le gouvernement doit également verser aux enseignants les augmentations salariales rétroactives au 1<sup>er</sup> avril 2023 dans les 60 jours suivant la signature officielle, ce qui veut dire au plus tard à la mi-août.

« Nous tenons à remercier et à féliciter nos équipes de négociation qui, fortes de leur expérience, ont travaillé sans relâche en évitant les écueils toujours présents dans ce genre d'exercice », ont souligné Josée Scalabrini, présidente de la FSE-CSQ et Steven LeSueur, président de l'APEQ.

Rappelons que l'entente de la FSE-CSQ et de l'APEQ comporte notamment la bonification des échelons 1 à 15 de l'échelle salariale, à laquelle il faut ajouter, pour tous, les paramètres généraux de 17,4 % sur 5 ans négociés à la table centrale. On y trouve aussi 74 M\$ en soutien pour la composition de la classe et plusieurs mesures afin d'alléger la tâche, comme la possibilité de faire du télétravail lors du quart des journées pédagogiques, l'ajout

d'aides à la classe et la reconnaissance automatique d'une heure d'encadrement minimum par semaine dans la tâche éducative pour tous les enseignants du primaire, non inscrite à l'horaire.

Bien que ce règlement présente des avancées intéressantes, tant la FSE-CSQ que l'APEQ conviennent que du travail reste à faire au regard de l'amélioration des conditions d'exercice du personnel enseignant.

« Nous avons fait ce chemin grâce à l'extraordinaire mobilisation des enseignants et de la solidarité du Front commun. Maintenant, la FSE-CSQ poursuivra son travail avec une offensive pédagogique et professionnelle pour alléger la tâche et revoir la composition de la classe par d'autres voies que celles de la négociation », a ajouté M<sup>me</sup> Scalabrini.

### **Les négociations du Nord qui s'éternisent**

La FSE-CSQ et l'APEQ tiennent à dénoncer les délais particulièrement longs des négociations pour les enseignantes et enseignants de l'Association des employés du Nord québécois (AENQ-CSQ).

« Considérant l'immensité des besoins dans les établissements scolaires du Nord québécois, il est nécessaire de hâter le pas afin de répondre rapidement aux importantes problématiques qui ont un impact à la fois sur les conditions de vie et d'exercice du personnel et sur les conditions d'apprentissage des élèves », ont rappelé M<sup>me</sup> Scalabrini et M. LeSueur.

### **Profil**

La FSE-CSQ regroupe 34 syndicats représentant plus de 95 000 enseignantes et enseignants de 52 centres de services scolaires et commissions scolaires de partout au Québec. Elle compte parmi ses membres du personnel enseignant de tous les secteurs : préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle et formation générale des adultes. Elle est affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et au Front commun.

Composée de 10 syndicats, l'APEQ représente plus de 8 000 enseignantes et enseignants de tous les secteurs d'enseignement des 9 commissions scolaires anglophones du Québec et du Centre de services scolaire du Littoral. Elle négocie en cartel avec la FSE-CSQ et avec

le Front commun. Elle est membre de la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants (FCE).

SOURCE Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ)

Renseignements: Information : Sylvie Lemieux, attachée de presse de la FSE-CSQ, 418 563-7193, [lemieux.sylvie@fse.lacsq.org](mailto:lemieux.sylvie@fse.lacsq.org) ; Julie Montpetit, conseillère en communications de l'APEQ, 514 249-9653, [julie\\_montpetit@qpat-apeq.qc.ca](mailto:julie_montpetit@qpat-apeq.qc.ca)

NOUVELLE-ÉCOSSE

## Annnonce de la nouvelle directive sur l'utilisation des cellulaires

7 juin 2024

À la rentrée de septembre, il y aura une nouvelle directive provinciale imposant des restrictions pour l'utilisation des téléphones et des autres appareils mobiles personnels dans les écoles publiques de la province, afin d'aider les élèves à rester concentrés sur leur apprentissage et de faciliter le travail du personnel enseignant.

À compter de l'année scolaire 2024-2025, les élèves auront tous l'obligation d'éteindre leur appareil mobile personnel et de le ranger dans un endroit non visible pendant les périodes d'enseignement. Il y aura quelques exceptions, par exemple, le personnel enseignant au premier cycle et au deuxième cycle du secondaire aura la possibilité d'autoriser l'utilisation du téléphone cellulaire dans la salle de classe, dans le cadre de son enseignement.

Conformément à cette directive, à l'élémentaire, les élèves auront l'obligation de ranger leur téléphone pendant l'intégralité de la journée d'école. Les élèves plus âgés auront l'option d'utiliser leur téléphone pendant l'heure de midi et les autres pauses, selon les règlements de chaque école.

« Notre priorité est de faire ce qui est préférable pour les élèves, d'après ce que nous disent directement les élèves eux-mêmes, le personnel des écoles, les familles et les communautés, explique Becky Druhan, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. Nous sommes à leur écoute et, grâce à cette nouvelle directive, nous allons veiller à ce que les élèves restent concentrés sur leur apprentissage et qu'ils puissent nouer des liens plus forts avec les autres sans qu'ils soient distraits par leur téléphone. »

Avec ce changement, les écoles disposeront de processus pour que les parents et leurs enfants puissent communiquer si nécessaire, notamment en cas d'urgence. Nous offrirons également des ressources pédagogiques pour aider les élèves à respecter cette directive en faisant une utilisation prudente et responsable des outils technologiques, ainsi que des ressources pour le personnel des écoles et pour les parents.

Tout au long du printemps, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance a consulté les comités d'école consultatifs et les comités consultatifs ministériels, ainsi que les membres de l'Association des administratrices et administrateurs des écoles publiques de la Nouvelle-Écosse et du syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse (NSTU), sur l'utilisation des téléphones dans les écoles. L'équipe responsable a également effectué des visites dans les écoles, discuté directement avec les directions des écoles et le personnel enseignant et consulté des spécialistes de la santé publique du IWK. Le consensus qui s'est dégagé de toutes ces consultations est sans appel : il faut imposer des restrictions claires et uniformes sur l'utilisation des téléphones à l'école.

La nouvelle directive est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.ednet.ns.ca/fr/cellphones>.

### Faits en bref

- Au total, ce sont environ 800 membres de comités d'école consultatifs qui ont participé à une rencontre virtuelle de discussion sur la question et la très grande majorité d'entre eux se sont exprimés en faveur de restrictions sur l'utilisation du téléphone. - C'était, jusqu'à présent, les écoles elles-mêmes qui fixaient leurs propres règles concernant l'utilisation du téléphone.
- Pour l'année scolaire 2023-2024, la Province a acheté plus de 10 000 nouveaux ordinateurs et autres appareils pour faciliter l'apprentissage des élèves.
- L'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique ont des restrictions provinciales entourant l'utilisation du téléphone à l'école. Le Nouveau-Brunswick prévoit de mettre en place de telles restrictions en septembre.

### Ressources supplémentaires

Pour en savoir plus sur les comités d'école consultatifs : <https://www.ednet.ns.ca/fr/SAC>

### Pour plus d'information



Gouvernement de la Nouvelle-Écosse

 [www.gov.ns.ca](http://www.gov.ns.ca)



NOUVEAUTÉ DANS LE MILIEU DE L'ÉDUCATION

**Unification du secteur adulte du Centre de services scolaire des Laurentides**

10 juin 2024



*Équipe de direction du nouveau Secteur adulte fusionné du CSSL - De gauche à droite : Sébastien Tardif, Marie-Claude Séguin, Katya Dulac, Isabelle Nareau, Isabelle Richard, Chantal Paquet, Isabeau Goyette, Sarah Richer et Marc Bertrand (© Crédit photos : Isabelle Michaud, photographe)*

La fusion de l'Éducation des adultes, de la Formation professionnelle et du Service aux entreprises permettra d'optimiser les services destinés aux élèves adultes de la région.

#### **S'actualiser pour cultiver la fierté**

Le Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) a procédé à une restructuration majeure des services de formation pour adultes. Les différents centres et pavillons sont désormais unifiés sous une seule entité. Cette fusion marque un tournant important dans l'histoire de l'éducation dans la région. Cette annonce a été faite le 5 juin dernier, en présence de tout le personnel concerné.

La fusion inclut les trois centres de l'Éducation des adultes - Des Cimes, à Sainte-Adèle, Sainte-Agathe-des-Monts et Mont-Tremblant, ainsi que le Centre de formation professionnelle - Pavillon des Sommets et Pavillon L'Horizon, l'École Hôtelière des Laurentides, et le Service aux entreprises, maintenant regroupés sous une même bannière.

Sébastien Tardif, directeur général du CSSL, a souligné que « L'unification des forces et du savoir-faire des établissements d'enseignement destinés aux adultes comporte des gains majeurs pour tout le monde, en particulier pour les élèves. Cette importante transformation augmentera les chances de réussite des élèves adultes en créant une véritable synergie collaborative entre les membres du personnel, au profit des apprenants. »

Pour sa part, le nouveau directeur du secteur adulte fusionné, M. Marc Bertrand, a présenté les bénéfices fonctionnels de cette fusion, ainsi que le nouvel organigramme et les grandes priorités de l'année scolaire 2024-2025.

« Nous nous sommes appuyés sur des données probantes, et nous nous sommes inspirés des meilleures pratiques ainsi que des histoires de fusion réussies par d'autres centres de services scolaire, ailleurs au Québec. L'orientation stratégique de cette décision permettra de nous actualiser et d'optimiser les conditions d'apprentissage des élèves adultes », a-t-il déclaré.

Cette fusion renforcera la position du secteur adulte du CSSL dans le paysage éducatif de la région et cultivera la fierté de réussir, autant chez les élèves que chez le personnel.

### **Synergie et passerelles entre les services**

La fusion du secteur adulte du CSSL aura un impact positif à plusieurs niveaux, comme la possibilité de mutualiser ses ressources éducatives et de mener des projets conjoints entre l'éducation des adultes, la formation professionnelle, et le service aux entreprises.

À titre d'exemple, des projets de concomitance pourront voir le jour. Les élèves pourraient terminer leurs prérequis à l'éducation des adultes et amorcer un programme en formation professionnelle, en simultané. C'est bon pour la motivation scolaire, ça!

Par ailleurs, la fusion permettra une continuité plus fluide dans le parcours des élèves adultes qui ont des besoins particuliers, et un meilleur accompagnement tout au long de leur formation.

De plus, cette fusion offrira la possibilité d'associer le programme de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC), piloté par le service aux entreprises. Par exemple, les élèves en francisation, souvent dotés de compétences préexistantes, pourraient être orientés vers des formations abrégées, étant donné leur bagage antérieur.

Sans oublier que cette fusion contribuera à développer une vie étudiante dynamique et stimulante qui favorisera l'épanouissement des élèves et leur fierté de réussir.

### **« Ensemble, créons l'avenir » - un slogan puissant**

La réalité actuelle exige de s'actualiser pour s'adapter et anticiper les besoins futurs. Cette fusion est une décision avant-gardiste résolument tournée vers l'avenir. Elle donnera accès à des services éducatifs différenciés, répondant aux besoins évolutifs du marché du travail, tout en tenant compte des besoins particuliers des élèves adultes afin de les soutenir efficacement sur le chemin de leur réussite.

Les adultes des Laurentides qui amorcent une démarche de transformation personnelle, qui cherchent à améliorer leurs perspectives d'avenir, à parfaire leurs connaissances, à terminer leur secondaire, à réorienter leur carrière, ou à choisir une formation professionnelle adaptée à leurs intérêts et aux besoins du marché du travail seront les grands gagnants de cette bonne nouvelle! Vivre une expérience positive et se savoir compétent, c'est ce que l'on souhaite à chaque adulte qui effectue un parcours d'apprentissage dans les Laurentides en vue d'une qualification ou d'une diplomation du secteur adulte du CSSL.

Cette réorganisation est le début d'une nouvelle ère prometteuse pour le secteur adulte du CSSL, avec une collaboration accrue entre les membres du personnel et une optimisation des ressources pour soutenir efficacement chaque élève dans son parcours éducatif.

Au courant de la prochaine année, les sites internet de ces établissements seront fusionnés en un seul. En attendant, pour plus d'information, on peut consulter :

- Le site Internet du Centre de services scolaire des Laurentides (CSSL) :  
[cssslaurentides.gouv.qc.ca](http://cssslaurentides.gouv.qc.ca)
- Le site Internet de l'Éducation des adultes - Des Cimes :  
[cfgdescimes.ca](http://cfgdescimes.ca)
- Le site Internet du Centre de formation professionnelle - Pavillon des Sommets :  
[cfpdessommets.com](http://cfpdessommets.com)
- Le site Internet du Centre de formation professionnelle - Pavillon L'Horizon :  
[cfplhorizon.com](http://cfplhorizon.com)
- Le site Internet de l'École Hôtelière des Laurentides :  
[ecolehotelierelaurentides.com](http://ecolehotelierelaurentides.com)
- Le site Internet du Service aux entreprises :  
[saelaurentides.ca](http://saelaurentides.ca)
- Pour s'inscrire à l'un des programmes de la formation professionnelle :  
[admissionfp.com](http://admissionfp.com)
- Pour s'inscrire à l'Éducation des adultes - Des Cimes :  
[cfgdescimes.ca/inscription](http://cfgdescimes.ca/inscription)
- Pour avoir plus d'informations sur les différentes formations sur mesure en entreprises : écrire à [saecommunication@cssslaurentides.gouv.qc.ca](mailto:saecommunication@cssslaurentides.gouv.qc.ca)

## **Pour plus d'information**

---



### **Centre de services scolaire des Laurentides**

13, rue Saint-Antoine  
Sainte-Agathe-des-Monts Québec  
Canada J8C 2C3  
📍 [cssslaurentides.gouv.qc.ca/](http://cssslaurentides.gouv.qc.ca/)



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE

## Pari réussi pour le Salon culturel

10 juin 2024

C'est le 16 mai dernier qu'avait lieu, au Centre culturel Humania Assurance, la deuxième édition du Salon culturel du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH).



*Le comité organisateur, de gauche à droite: Nancy Beaugard, directrice de l'école des Moissons; David McDuff, responsable des relations médias au Théâtre de la Dame de coeur; Frédérique Pelletier, responsable à l'éducation à l'Expression, Centre d'exposition de Saint-Hyacinthe; Mélina Doyon, bibliothécaire au Service des ressources éducatives du CSSSH; Valérie Arsenault, conseillère arts, culture et patrimoine au Service des loisirs de la Ville de Saint-Hyacinthe; Caroline Beaudreault, directrice de la programmation jeunesse, danse et cirque et adjointe à la direction artistique au Centre des arts Juliette-Lassonde; Isabelle Dauphinais, conseillère au développement culturel et responsable des communications à la MRC d'Acton; Josiane Arsenault Dubé, coordonnatrice culture jeunesse à Culture Montérégie*

Cet événement a pour objectif de faire découvrir des artistes ainsi que des organismes culturels et scientifiques aux enseignants afin de les aider à se développer en tant que médiateurs culturels. Cela vient favoriser une meilleure intégration de la dimension culturelle à l'école dans le but d'améliorer la réussite des élèves et leur motivation scolaire.

Le Salon, organisé par le comité culturel du CSSSH, s'est ouvert sur une conférence du comédien et artiste-médiateur, Frédéric Cloutier, très impliqué dans des ateliers de théâtre avec des jeunes.

Les nombreux visiteurs, accueillis par des artistes du cirque Le Gros Orteil, ont ensuite pu rencontrer quelque trente-cinq exposants, en plus d'avoir la chance d'assister à deux performances d'artistes, sous la thématique du conte. La première, Aurore Liang, accompagnée d'une musicienne et de comédiennes, a présenté un court conte chinois ainsi qu'un extrait de l'Opéra de Pékin. Le second, la Grande Trappe, a offert un conte participatif, où le public était partie prenante. Ces deux prestations furent fortement appréciées du public.

Le Centre de services offre ses meilleures félicitations au comité organisateur pour le succès de cette édition.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS

**Cultivez, pédalez, aménagez | 3<sup>ème</sup> édition du Vélothon**

10 juin 2024

347 élèves de l'école primaire de Roxton Pond ont participé à la troisième édition du vélothon de leur établissement. Cette année, l'objectif a dû être revisité, car le projet de réfection des bibliothèques scolaires a été réalisé plus rapidement que prévu. Inspirée par les autres défis sportifs du territoire, cette activité de financement aura permis d'amasser plus de 24 000 dollars en deux ans pour les nouveaux espaces de lecture. On ajoute cette année 11 650 dollars pour le réaménagement de la cour d'école.



" La tradition se poursuit cette année, car les élèves et le personnel scolaire ont envie de se remobiliser pour ce défi sportif. L'alliage du le sport à l'éducation, probablement le meilleur des deux mondes, trouve ses fondements à l'intérieur de notre nouveau projet éducatif ", explique Karine Bossé, directrice d'école et anciennement enseignante en éducation physique et à la santé.

[Lire la suite](#)

## Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES

**Prix de la Chaire de l'UNESCO - Établissement Drummond | Une reconnaissance bien méritée!**

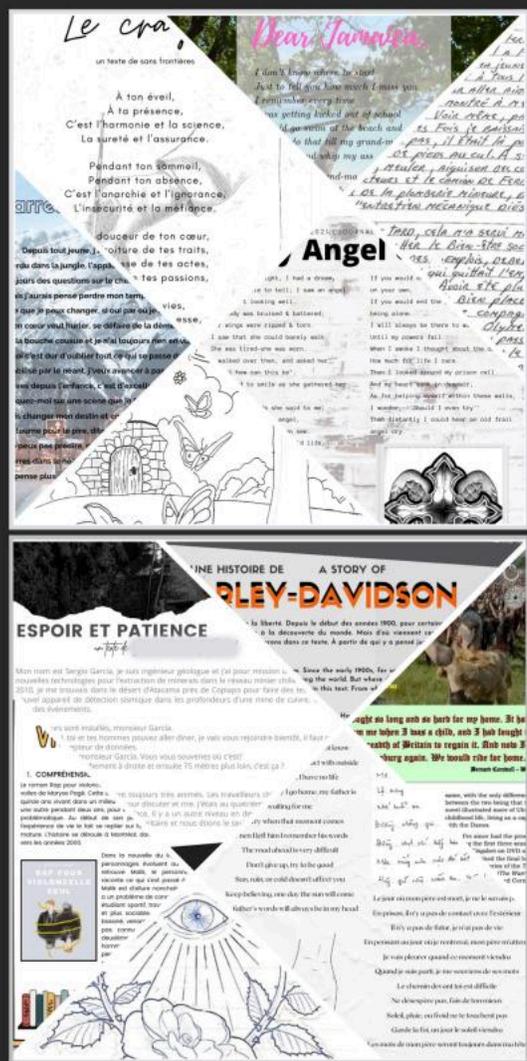
**10 juin 2024**

Le 10 avril dernier, Journée nationale des services éducatifs en milieu carcéral, l'équipe-école de l'Établissement Drummond a reçu le prix de la **Chaire de l'UNESCO** de recherche appliquée pour l'éducation en prison pour son projet le journal Le Passage.

Publié quatre fois par année, le journal Le Passage propose des articles, parmi lesquels on retrouve des textes informatifs, des réflexions, des témoignages, de la poésie et des œuvres dessinées d'étudiants qui souhaitent partager leurs réflexions et leurs talents. À la fois outil de communication et outil pédagogique, le journal permet de valoriser la vie à l'école et de promouvoir l'esprit de collaboration entre enseignants et étudiants.

# LE PASSAGE

## Le journal bilingue des détenus de l'établissement Drummond



### LE PROJET

Le Journal le Passage est une initiative d'enseignants passionnés par la réinsertion sociale qui ont vu en leurs étudiants un grand potentiel et un besoin de s'exprimer.

Un établissement pénitencier étant pour certains un environnement hostile et rude, le journal Le Passage offre aux étudiants un refuge et une plateforme pour s'exprimer tels qu'ils sont.

Quatre fois par année, le Journal propose une dizaine d'articles, parmi lesquels on retrouve des textes informatifs, des réflexions, des témoignages, de la poésie et des œuvres dessinées d'étudiants qui souhaitent partager leurs réflexions et leurs talents.

Tous les articles sont traduits soit en anglais, soit en français. Les textes sont édités, révisés et mis en page par les enseignants, aussi responsables de l'infographie (sur Canva), de l'impression en couleurs et de la distribution.

### LES OBJECTIFS

- Promouvoir la vie à l'école et l'esprit de collaboration entre enseignants et étudiants.
- Promouvoir et valoriser la créativité à l'école.
- Valoriser la communication et le partage au sein de l'école.
- Offrir un lieu où les étudiants peuvent s'exprimer et être eux-mêmes.
- Stimuler le plaisir d'apprendre.

### LES PARTICIPANTS

- Les étudiants de l'établissement Drummond.
- Les enseignants de l'école: Marie-Andrée Kendall, Diane Balthazar, Carole-Anne Lord-Brochu, Diane Lalancette et Maxime Messier-Lacharité.

ÉCRIRE, C'EST ÊTRE LIBRE.

Un établissement pénitencier étant pour certains un environnement hostile et rude, le journal offre aux étudiants un refuge et une plateforme pour s'exprimer tels qu'ils sont.

Le prix de la Chaire de l'UNESCO, qui récompense un projet, du matériel ou une stratégie pédagogique innovante en milieu carcéral, a été remis lors de l'École du printemps, événement annuel de formation et de réseautage dédié aux intervenants en milieu carcéral provincial et fédéral.

L'équipe-enseignant.es de l'Établissement Drummond, avec le soutien de Maryse Tourigny, direction adjointe

### Pour plus d'information



Centre de Services Scolaire des Chênes  
457, rue des Écoles  
Drummondville Québec  
Canada J2B 6X1  
www.csdeschenes.qc.ca